

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

56^e séance plénièreJeudi 21 novembre 2002, à 15 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Kavan (République tchèque)

*En l'absence du Président, Mlle Clarke
(Barbade), Vice-Présidente, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 22 de l'ordre du jour (suite)**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et les organisations régionales ou autres**

- a) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation juridique
consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique**

Rapport du Secrétaire général (A/57/122)**Projet de résolution (A/57/L.18)**

- b) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
de coopération économique de la mer Noire**

Rapport du Secrétaire général (A/57/87)**Projet de résolution (A/57/L.11)**

- c) Coopération entre l'Organisation des Nations
Unies et la Communauté des Caraïbes**

Rapport du Secrétaire général (A/57/254)**Projet de résolution (A/57/L.26)**

- d) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Conseil de l'Europe**

Rapport du Secrétaire général (A/57/225)**Projet de résolution (A/57/L.23)**

- e) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et la Communauté
économique des États d'Afrique centrale**

**Rapport du Secrétaire général (A/57/266 et
A/57/266/Add.1)****Projet de résolution (A/57/L.25)**

- f) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
de coopération économique**

Rapport du Secrétaire général (A/57/119)**Projet de résolution (A/57/L.22)**

- g) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Organisation
internationale de la francophonie**

Rapport du Secrétaire général (A/57/358)**Projet de résolution (A/57/L.29)**

- h) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et l'Union interparlementaire**

Rapport du Secrétaire général (A/57/375)**Projet de résolution (A/57/L.38)**

- i) Coopération entre l'Organisation
des Nations Unies et le Système économique
latino-américain**

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



- Rapport du Secrétaire général (A/57/128)**
Projet de résolution (A/57/L.24)
- j) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes**
Rapport du Secrétaire général (A/57/386)
Projet de résolution (A/57/L.32)
- k) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**
Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (A/57/576)
Projet de résolution (A/57/L.31)
- l) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**
Rapport du Secrétaire général (A/57/217)
- m) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine**
Rapport du Secrétaire général (A/57/351, A/57/351/Corr.1)
Projet de résolution (A/57/L.39)
- n) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains**
Rapport du Secrétaire général (A/57/267)
- o) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique**
Rapport du Secrétaire général (A/57/405)
Projet de résolution (A/57/L.28)
- p) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique**
Rapport du Secrétaire général (A/57/475)
Projet de résolution (A/57/L.21)
- q) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire (A/57/255)

Projet de résolution (A/57/L.40)

- r) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe**
Rapport du Secrétaire général (A/57/94, A/57/94/Add.1)
Projet de résolution (A/57/L.30)
- s) **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est**
Projet de résolution (A/57/L.16)

Mme Fotso (Cameroun) : La Déclaration du Millénaire affirme que :

« La responsabilité de la gestion, à l'échelle mondiale, du développement économique et social, ainsi que des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, doit être partagée entre toutes les nations du monde et devrait être exercée dans un cadre multilatéral. Étant l'organisation la plus universelle et la plus représentative qui existe dans le monde, l'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer à cet égard » (*résolution 55/2, partie I, par. 6*).

La complexité des problèmes mondiaux et la nécessaire solidarité entre les États ont en effet fait de notre Organisation un cadre privilégié pour le développement d'une coopération internationale fructueuse et multidimensionnelle. Oui, l'Organisation des Nations Unies est au coeur de la coopération internationale ; mieux, elle en est le moteur. Le rôle joué par les Nations Unies dans ce domaine est aujourd'hui unique et irremplaçable.

La diversité des cultures et des peuples, la variété des milieux géographiques et socioéconomiques d'une partie de la planète à l'autre, rendent les organisations régionales indispensables pour la gestion des problèmes spécifiques aux régions et sous-régions.

Le bien-être de l'homme et son avenir se trouvent au centre des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales ou autres. Cette réalité forme le substrat de la coopération

qu'elles entraînent à travers un faisceau d'accords. Cette coopération devrait s'orienter non seulement vers le financement des projets par l'Organisation des Nations Unies, mais aussi et surtout vers le renforcement des capacités des organisations régionales. L'Organisation des Nations Unies dispose à cet effet d'une vaste expérience acquise au fil des ans, au contact des situations les plus diverses et dont elle devrait leur faire profiter.

Des organisations régionales performantes devraient servir de relais efficaces à l'Organisation des Nations Unies pour son action sur le terrain, et lui permettre d'économiser ses moyens. Mais, nous devons le reconnaître, toutes ces organisations régionales ne nécessitent pas le même niveau d'attention de l'Organisation des Nations Unies. Certaines plus que d'autres attendent du système des Nations Unies une coopération accrue et plurisectorielle, en raison de leur environnement particulier. Il en est ainsi de l'Union africaine, qui a la charge de gérer les problèmes aigus de paix, de sécurité, de développement de l'Afrique.

Reconnaissant la nécessité de répondre aux besoins spéciaux de l'Afrique, les chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet du Millénaire en l'an 2000 se sont engagés à aider les Africains dans leur lutte pour l'instauration de la paix et du développement durable et pour l'élimination de la pauvreté, en vue de l'intégration du continent africain à l'économie mondiale.

L'Afrique a pris conscience de sa situation. La création de l'Union africaine – qui a succédé à l'Organisation de l'unité africaine – en juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud, et la mise sur pied du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) sont le résultat de cette prise de conscience.

La coopération entre les Nations Unies et l'organisation pan-africaine doit se focaliser sur ces deux centres d'intérêts actuels de l'Afrique. L'Organisation des Nations Unies entretient certes un programme des plus ambitieux avec l'Afrique, comme le soulignait le Secrétaire général dans son rapport en date du 19 octobre 2001. Mais parce qu'ils sont spécifiques et multiples les problèmes de l'Afrique méritent d'être traités de manière particulière et intégrée. C'est pour cela que nous pensons qu'il est urgent de mettre en oeuvre le projet de création auprès du Secrétaire général d'une structure spéciale chargée

des problèmes africains. Cette structure de niveau élevé aurait la mission de concevoir et de coordonner toute la coopération entre le système des Nations Unies et l'Union africaine.

Dans le même ordre d'idées, le Bureau de liaison de l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba devrait être renforcé en moyens humains et matériels, tout comme la Mission permanente d'observation de l'Union africaine auprès des Nations Unies devrait être associée plus étroitement aux activités de l'Organisation des Nations Unies concernant l'Afrique.

L'Union africaine est porteuse de nombreux espoirs pour l'Afrique, notamment la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité sur le continent. L'Organisation des Nations Unies doit revoir son programme de coopération avec l'Afrique pour l'adapter aux nouvelles ambitions de l'Union africaine. Le Conseil pour la paix et la sécurité et le Comité des sages prévu par l'Acte constitutif de l'organisation pan-africaine méritent toute l'attention de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne leur mise en place et leur fonctionnement.

Le Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, créé en janvier 2002, devrait inscrire cette question à l'ordre du jour de ses séances.

Dans un continent dévasté par les crises où le taux des déplacés et des réfugiés est le plus élevé au monde, un accent particulier doit être mis sur les opérations de reconstruction post-conflit. La mise sur pied de programmes multilatéraux de démilitarisation, désarmement, réinsertion et reconstruction s'avèrent judicieux. De même, le concours de l'Organisation des Nations Unies pour amener les donateurs à contribuer au Fonds pour la paix de l'Union africaine permettrait de disposer de ressources nécessaires au financement des activités de démilitarisation, désarmement, réinsertion et reconstruction.

Le NEPAD, placé sous la responsabilité de l'Union africaine – et favorablement accueilli par la communauté internationale lors du débat de haut niveau de l'Assemblée générale sur cette question le 16 septembre dernier – mérite un appui marqué des institutions compétentes du système des Nations Unies.

L'Afrique attend de l'Organisation des Nations Unies et de ses autres partenaires le soutien qui permettra au NEPAD d'être traduit en acte concret. La

coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine est appréciable dans le domaine social et plus particulièrement dans la lutte contre le VIH/sida. À cet égard, nous saluons le concours apporté par l'Organisation des Nations Unies – à l'initiative de la première dame du Cameroun, Mme Chantal Biya – du Sommet des Premières dames d'Afrique consacré au VIH/sida, qui s'est tenu à Yaoundé du 15 au 16 novembre 2002.

L'Union africaine, tout comme le NEPAD, s'appuie sur les cinq organisations sous-régionales africaines. Nous nous félicitons de la coopération que l'Organisation des Nations Unies entretient avec elles, et qui permet de tenir compte de la spécificité de chacune d'entre elles.

Région charnière située au coeur du continent africain, l'Afrique centrale est le résumé des maux qui minent l'Afrique. À cet effet, la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique d'Afrique centrale mérite d'être renforcée dans les domaines du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité, et de l'intégration économique de la sous-région.

La séance publique du Conseil de sécurité organisée le 22 octobre dernier à l'initiative et sous la présidence du Cameroun sur le thème « Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale en matière de maintien de la paix et de la sécurité » s'inscrit dans ce chapitre.

Ma délégation fait siennes la déclaration faite devant cette auguste Assemblée par le représentant de la République du Congo au nom de la Communauté économique d'Afrique centrale. Nous nous en félicitons.

La déclaration présidentielle sur l'Afrique centrale (S/PRST/2002/31) adoptée par le Conseil de sécurité le 31 octobre 2002, a tracé la voie de la dynamisation de la coopération entretenue par l'Organisation des Nations Unies avec la Communauté économique d'Afrique centrale. Elle confirme, s'il en était besoin, l'impérieuse nécessité d'une étroite coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales.

Pour terminer, le Cameroun se réjouit de la présentation au cours de la présente session du projet de résolution A/57/L.38 sur l'Union intraparlamentaire,

qui va dans le sens de nos souhaits et dont nous sommes coauteurs.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 57/32 du 19 novembre 2002, je vais à présent donner la parole au Président de l'Union intraparlamentaire, M. Sergio Pérez.

M. Pérez (Union interparlementaire) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'ONU et ses États Membres l'Union d'avoir accordé le statut d'observateur à l'Union interparlementaire (UIP). Cette décision représente un jalon important dans l'évolution des rapports entre l'organisation mondiale des parlements nationaux et l'ONU. Nos deux organisations ont été créées pour promouvoir la paix, la sécurité et le bien-être de toutes les nations. L'UIP plonge ses origines dans le mouvement pacifiste de la fin du XIXe siècle. Elle repose sur un principe fondamental qui reste tout aussi valide aujourd'hui : les problèmes auxquels font face les États doivent être réglés par le dialogue et la communication, et non par les armes et les menaces de guerre.

Au cours des années, l'UIP a joué un rôle discret mais très utile de rapprochement des peuples. En tant que parlementaires, nous sommes tout particulièrement en mesure d'aider à résoudre les problèmes en faisant appel à nos compétences parlementaires et personnelles. Nous arrivons souvent à ouvrir des voies de communication et à bâtir des ponts de compréhension internationale là où la diplomatie officielle ne peut ou ne veut le faire.

La notion fondamentale qui sous-tend l'exercice de la démocratie est le respect d'autrui. La démocratie, c'est le droit pour chacun d'être différent et d'accepter les différences des autres. Il s'agit de reconnaître et d'accepter la diversité au lieu de la rejeter. La pratique parlementaire se sert de ces différences pour édifier des majorités et forger des accords; nous, les parlementaires, pouvons favoriser la mise en place d'un consensus national nécessaire à une action internationale.

Certes, les parlements sont constitués de majorités et de minorités, de partis au pouvoir et de parti d'opposition, et ce sont dans les tensions fécondes de débats antagonistes que nous nous sentons à l'aise. Nous pratiquons l'argumentation et préférons la concertation politique à un élégant consensus. Nos mandats nous sont confiés par nos électeurs, et si nous ne répondons pas à leurs attentes, nous perdons nos

sièges. Ce sont là les règles de la démocratie. Je mentionne tout cela uniquement pour faire remarquer que l'UIP ne pourra jamais proposer d'opinion consensuelle sur toute la gamme des questions examinées à l'ONU. Et je me dépêche d'ajouter que je ne crois pas que ce soit ce que l'on attende de nous. Je crois cependant qu'il y a de nombreux domaines où les activités de l'UIP peuvent être bénéfiques à l'ONU.

Nous sommes en présence d'une évolution de grande envergure des relations internationales, évolution qui impose de mieux sensibiliser le public aux activités de coopération multilatérale et aux forums internationaux de négociations. Dans le monde d'aujourd'hui de communication de masse accélérée, où les questions nationales les plus importantes dépassent les frontières nationales, nous n'avons d'autre choix que de contribuer beaucoup plus activement à la coopération internationale. C'est pourquoi, il y a deux ans, l'UIP a fait venir dans cette salle les présidents des parlements du monde entier. Au cours d'un sommet sans précédent, la communauté parlementaire mondiale s'est engagée, au plus haut niveau, à donner une dimension parlementaire à la coopération internationale. La Déclaration adoptée à cette occasion stipulait également que les parlements représentaient la souveraineté des peuples et pouvaient, en toute légitimité, aider à exprimer leurs souhaits sur la scène internationale. Cette affirmation est la base de la première mesure importante à prendre sur la longue voie d'un ordre international plus démocratique.

L'UIP, l'organisation politique internationale la plus vieille au monde, a joué un rôle novateur dans le développement de la coopération internationale il y a bien plus de 100 ans. Comme toutes les organisations internationales, elle a dû s'adapter au nouvel environnement où le monde évolue. Mais comme aucune autre organisation internationale, elle a un rôle de premier plan à jouer pour rendre la coopération internationale plus démocratique.

C'est pourquoi nous nous félicitons de cette possibilité de renforcer les liens entre l'ONU et les parlements nationaux par le biais de l'UIP. La Déclaration du Millénaire reconnaît la nécessité pour l'ONU de collaborer plus étroitement avec les parlements dans différents domaines, notamment la paix et la sécurité, le développement économique et social, le droit international et les droits de l'homme, et la démocratie et les problèmes sexospécifiques. Ceci constitue, par définition, un vaste mandat. Il coïncide

avec celui de l'UIP, et cette année, le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre nos organisations (A/57/375) cite un grand nombre de cas où l'UIP a assuré un appui pratique aux actions de l'ONU dans chacun de ces domaines.

En tant que démocrate, je tiens à souligner la contribution unique que peut apporter l'UIP à la défense de la démocratie. Notre organisation a une vue holistique de la démocratie, reconnaissant qu'elle est à la fois un idéal à atteindre et un système de gouvernance. La démocratie a pour objectif de préserver et de promouvoir la dignité et les droits fondamentaux des personnes et elle a donc beaucoup en commun avec le développement et la justice sociale. Elle garantit également la participation du peuple à la conduite des affaires de l'État. Toute démocratie authentique exige des institutions qui respectent l'état de droit et défendent les droits de l'homme. L'UIP a pour ambition de promouvoir un mouvement vers des valeurs démocratiques internationalement reconnues. Dans cet esprit, elle a adopté, en 1997, la Déclaration universelle sur la démocratie qui établit les principes fondamentaux de la démocratie et décrit les composantes et l'exercice d'un gouvernement démocratique.

Notre travail quotidien à l'UIP reflète cette vision de la démocratie. Nous soulignons particulièrement la nécessité de renforcer les parlements et les institutions démocratiques, de forger des partenariats entre les hommes et les femmes dans les affaires politiques et de renforcer les droits de l'homme. Pour les mêmes raisons, nous promovons le développement, notamment en accompagnant les processus lancés par l'ONU à Monterrey et Johannesburg, et en leur apportant une contribution parlementaire.

Je suggère que nous examinions ensemble les domaines où l'interaction des parlements et de l'ONU revêt une importance et une urgence particulières aujourd'hui. Plus précisément, j'invite l'Assemblée à un dialogue avec l'Union interparlementaire pour déterminer ensemble comment les parlements pourraient, à travers l'Union interparlementaire, contribuer le plus utilement possible au suivi et à la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire et à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire.

L'Union interparlementaire est résolue à ouvrir une nouvelle ère de coopération avec l'Organisation

des Nations Unies qui soit mutuellement avantageuse pour les deux organisations. L'Assemblée peut être assurée que la recommandation adressée à l'UIP dans le chapitre de la Déclaration du Millénaire sur le renforcement de l'ONU ne restera pas lettre morte. Elle sera traitée avec le plus grand sérieux par les parlements de l'UIP, en partenariat étroit avec les Membres de l'ONU.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 33/18 du 10 novembre 1978 et à la décision 53/453 du 18 décembre 1998, je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Organisation internationale de la francophonie.

M. Bouabid (Organisation internationale de la francophonie) : La Francophonie est reconnaissante au Secrétaire général de l'ONU de sa disponibilité et de ses efforts en faveur de l'enrichissement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le rapport qu'il a soumis à l'Assemblée à ce sujet souligne clairement, je crois, la volonté des deux organisations, d'une part, de consolider les acquis réalisés depuis 1995, date à laquelle ce point a été inscrit pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée, et d'autre part, de rechercher constamment de nouvelles trajectoires dans lesquelles la complémentarité entre les deux organisations pourrait s'exprimer pleinement au service de la paix et du développement des pays de l'espace francophone.

Cette complémentarité, nous la voyons se concrétiser de jour en jour pour prévenir ou endiguer une situation de conflit, potentielle ou déclarée, pour encourager et enraciner la culture et la pratique démocratiques, pour promouvoir le dialogue et la concertation en bannissant la logique de la force et le cercle de la violence. Cette complémentarité, nous la voyons se décliner en une série d'initiatives et de projets de développement, menés de concert avec des agences du système des Nations Unies, et couvrant des domaines aussi divers et variés que l'éducation, la formation, l'énergie, la protection des droits de l'homme ou encore la promotion des technologies de l'information et de la communication. Cette complémentarité, nous la devons en définitive à une approche commune, approche qui privilégie la force du dialogue sur le dialogue de la force, qui milite résolument en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable, et qui prône, plus largement, le respect de la diversité en donnant toute sa place au

dialogue entre les cultures et les civilisations. Les événements qui dominent la scène internationale actuellement nous confirment, si besoin en était, la nécessité urgente de poursuivre dans cette voie.

C'est pourquoi le dernier Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Beyrouth il y a juste un mois, a axé ses travaux sur le thème du dialogue des cultures. Car, en se fondant sur une définition très large de la culture, la Francophonie a voulu faire de ce dialogue un projet concret, présupposant la pleine acceptation de la différence dans tous les aspects de la vie, y compris la vie internationale. Et quel meilleur endroit que le Liban, ce pays aux racines millénaires où se sont succédés les peuples et les civilisations, quel meilleur endroit pour engager une réflexion féconde sur le dialogue des cultures, un dialogue qui soit à même de générer des espaces nouveaux de concertation entre les civilisations, dans le cadre d'une complémentarité partagée?

Instrument de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme, pilier incontournable du développement, le dialogue des cultures est, somme toute, un puissant moteur pour

« afin de lutter contre la pauvreté et de contribuer à l'émergence d'une mondialisation plus équitable qui soit porteuse de progrès, de paix, de démocratie et des droits de l'homme, respectueuse de la diversité culturelle et linguistique, au service des populations les plus vulnérables et du développement de tous les pays ». (*A/57/L.29, sixième alinéa du préambule*).

Telle est la stratégie arrêtée dans la déclaration de Beyrouth. Telle est la plate-forme qui guide notre action. Telle est la vision qui inspire notre coopération avec nos partenaires internationaux, dont l'Organisation des Nations Unies.

Le rapport du Secrétaire général énumère des exemples concrets de ce que nous avons engagé en partenariat avec l'ONU pour contribuer à la réalisation de nos objectifs communs. C'est une coopération qui évolue dans le bon sens, qui s'enrichit d'année en année, qui couvre des domaines plus variés. L'appréciation positive qui est portée sur cette coopération dans le projet de résolution L.29 nous réjouit particulièrement. Mais je crois que nous pouvons aller encore plus loin. Et notamment dans deux champs prioritaires qui nous semblent pouvoir

être explorés davantage et générer une dynamique de coopération encore plus soutenue entre l'ONU et l'OIF.

Le premier est celui du développement durable. Depuis les étapes préparatoires du Sommet de Rio jusqu'à l'adoption récente du Plan d'action de Johannesburg, la Francophonie a joué un rôle actif, notamment en termes de soutien à l'élaboration de politiques nationales de développement durable dans l'espace francophone et de mobilisation de l'expertise nécessaire à cette fin. Nous avons eu l'occasion à Johannesburg d'informer, à travers une série d'ateliers, d'une part de la contribution que nous avons apportée jusque là dans la mise en oeuvre d'Action 21 et, d'autre part, du cadre d'action qui inspirera notre action durant les 10 prochaines années, au titre du suivi du Sommet de Johannesburg. Il y a là de vastes chantiers de coopération. J'espère qu'on sera en mesure de les explorer plus avant, notamment en appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le NEPAD, et aussi dans la perspective du dixième Sommet de la Francophonie, prévu au Burkina Faso en 2004, et qui aura pour thème central « le développement durable ».

Je citerai, à titre d'illustration, deux initiatives dans lesquelles nous souhaiterions voir l'Organisation des Nations Unies impliquée de façon significative. D'abord, un projet de rencontre internationale de haut niveau que la Francophonie envisage d'organiser, en suivi de la conférence des Ministres de l'économie et des finances de l'espace francophone, tenue à Monaco en 1998, ainsi que sur la base du consensus de Monterrey. Cette rencontre est destinée à mettre en place des synergies et des mécanismes d'appui aux partenariats bilatéraux et multilatéraux Nord-Sud et Sud-Sud, tant privés que publics, et à améliorer surtout l'accès des pays francophones du sud aux sources de financement multilatéral. Ensuite, en suivi du Sommet de Johannesburg, la Francophonie souhaite lancer au cours de l'année prochaine un partenariat avec les acteurs bilatéraux et multilatéraux intéressés, visant la mise en oeuvre et la consolidation d'un système d'information mondial francophone sur le développement durable, le renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie pour le développement durable, et enfin la maîtrise de la gestion de l'environnement et du développement durable.

Le deuxième champ prioritaire à explorer davantage, à côté du développement durable, c'est celui de l'appui à la démocratie, aux droits de l'homme

et à l'état de droit. La Francophonie dispose depuis l'adoption de la Déclaration de Bamako, en novembre 2000, d'un instrument normatif couvrant l'ensemble du champ de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme, et assorti d'un mécanisme politique de prévention, d'incitation et de réaction. Des procédures ont été définies dans cette Déclaration pour le suivi des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone à des fins de prévention, ainsi que pour l'adoption de mesures et d'actions spécifiques dans les cas de crise de la démocratie ou de violations graves des droits de l'homme, ainsi que dans les cas de rupture de la démocratie ou de violations massives des droits de l'homme. Ce sont des mesures destinées à faciliter la recherche de solutions consensuelles à la crise ou à favoriser le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Il s'agit donc d'aider les États à surmonter certaines difficultés. La logique n'est en rien celle d'un tribunal. Il ne s'agit pas de juger mais d'aider et d'accompagner à travers des modes de consultations qui permettront de conjuguer solidarité, célérité, flexibilité et efficacité. C'est là un deuxième chantier dans lequel une coopération encore plus soutenue avec l'Organisation des Nations Unies serait à encourager.

Je voudrais, en conclusion, dire toute notre appréciation à la délégation libanaise au nom de l'Organisation internationale de la francophonie pour avoir introduit le projet de résolution sur ce point de l'ordre du jour et exprimer notre gratitude aux 70 pays francophones et non francophones qui se sont portés coauteurs de ce texte. Nous leur sommes reconnaissants pour la marque de soutien qu'ils manifestent ainsi à l'égard de cette jeune mais prometteuse coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la francophonie.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 35/2 du 13 octobre 1980, je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (OJCAA).

M. Kamil (Organisation juridique pour les pays d'Asie et d'Afrique) (*parle en anglais*) : Je tiens, Madame la Présidente, à remercier par votre entremise le Président de l'Assemblée générale de me permettre de m'exprimer au nom de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (OJCAA). Nous avons noté la sagesse et la facilité

avec lesquelles il a présidé les travaux de l'Assemblée. Nous l'en félicitons et lui exprimons tous nos vœux de succès pour mener à bien la session et atteindre tous les objectifs fixés.

Au moment où il a présenté ce point et ce projet de résolution, le Président actuel de l'OJCAA a évoqué le rôle potentiel que celle-ci pouvait jouer en matière de promotion du droit international en Asie, en Afrique et au-delà. Je remercie Son Excellence et j'espère que nous pourrions toujours nous conformer aux attentes des États Membres et de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de nos efforts visant à renforcer la primauté du droit dans les relations internationales en vue d'une coopération internationale plus efficace.

Avant d'en dire plus sur notre programme de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'OJCAA, permettez-moi d'expliquer les raisons pour lesquelles nous sommes tellement désireux de renforcer cette coopération. Malgré ses limitations, l'Organisation des Nations Unies, a beaucoup contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi qu'aux activités dans les domaines économiques et sociaux. Le fait que le prix Nobel de la paix ait été décerné à l'Organisation des Nations Unies en 2001 illustre sa contribution inestimable dans ces domaines.

La Déclaration du Millénaire, qui a été adoptée à l'unanimité en septembre 2000, a défini et énoncé le rôle et la vision de l'Organisation des Nations Unies face aux défis à surmonter durant le XXI^e siècle. Dans cette Déclaration, les États Membres de l'ONU ont réaffirmé leur détermination, à assurer notamment une paix juste et durable, à défendre l'égalité souveraine de tous les États, à résoudre les différends par des moyens pacifiques, à respecter les droits de l'homme et la primauté du droit dans les affaires internationales et nationales et à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies s'agissant du contrôle de la paix et de la sécurité en lui donnant les ressources et les outils dont elle a besoin dans le cadre de la prévention des conflits, du règlement pacifique des différends, du maintien et de l'édification de la paix. Il est très satisfaisant de constater que la Déclaration attachait beaucoup d'importance au renforcement de la coopération avec les organisations régionales pour atteindre ces objectifs.

En tant qu'organisation juridique régionale, nous sommes fiers de coopérer avec l'Organisation des

Nations Unies. Nous sommes déterminés à renforcer cette coopération et nous sommes désireux d'inviter toutes les organisations et toutes les nations à le faire.

Nous sommes tout à fait convaincus de la nécessité de cette coopération ainsi que du rôle précieux que joue, et doit jouer, l'Organisation en tant que tribune de toutes les nations du monde, des peuples et des gouvernements attachée à effacer toutes les souffrances qui pourraient peser sur la communauté internationale dans son ensemble ou même sur un seul être humain. Car ne savons-nous pas que chaque individu est un microcosme, qu'il vive sur la Cinquième Avenue ou dans la plus petite ruelle non pavée dans un coin de l'Asie ou de l'Afrique?

Nous devrions toujours nous souvenir que les cinq premiers mots du Préambule de la Charte ont donné le ton au reste de la Charte. Selon ce Préambule, l'Organisation symbolise les aspirations des peuples du monde. Nous sommes convaincus qu'elle est la conscience vivante de l'humanité.

Lorsque je parle de « conscience vivante de l'humanité », je tiens à souligner que les diplomates sélectionnés et les représentants venus du monde entier devraient toujours se souvenir, lorsqu'ils se réunissent dans cette auguste enceinte, que c'est avec leur conscience vivante et forts de leur certitude qu'ils sont tous des frères et sœurs oeuvrant pour aider et sauver les hommes qu'ils se réunissent pour supprimer et résoudre toutes les formes d'animosités.

Dans l'esprit des représentants des nations unies dans cette enceinte, l'Organisation des Nations Unies est, et doit demeurer le seul forum de conciliation et d'harmonisation de la planète. Ils devraient toujours garder à l'esprit que c'est la seule manière d'éviter les grondements des canons, l'envoi de roquettes vers certaines destinations et bien sûr, l'horreur des armes de destruction massive.

L'Organisation des Nations Unies a été, est, et doit rester, le gigantesque symbole de la paix et de sécurité pour l'humanité. Sans les deux piliers fondamentaux que sont la paix et la sécurité, nous ne pourrions pas édifier et mettre en oeuvre les programmes de développement de l'Organisation des Nations Unies, lesquels portent sur tous les domaines et visent à combler les écarts entre les pays riches et les pays pauvres.

Le maintien de la paix et de la sécurité exige beaucoup mais c'est la suprématie de l'état de droit qui est l'aspect le plus important pour l'humanité, son renforcement, sa mise en oeuvre mais surtout, son respect par toutes les nations, et ce avec détermination et bonne volonté, dans l'intérêt de tous les peuples et nations. Nous souscrivons donc pleinement aux sages idées exprimées par le Secrétaire général de l'ONU qui a déclaré à des journalistes que la réussite dépendait des efforts nationaux et que tout ce que l'Organisation des Nations Unies pouvait faire, c'est de rappeler aux gouvernements les engagements qu'ils ont pris et les inviter à faire le nécessaire pour les concrétiser. Il a ajouté que si nous continuons comme nous l'avons fait jusqu'à présent, la plupart de ces engagements ne seront pas honorés. Nous avançons trop lentement, selon lui.

L'OJCAA est déterminée à jouer son rôle pour préserver les possibilités d'atteindre ces nobles objectifs. En fait, notre organisation a déjà pris plusieurs initiatives dans ce sens. Je tiens à réitérer notre engagement à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et avec des organisations soeurs pour déployer des efforts conjoints concertés afin de préparer un avenir commun fondé sur les valeurs humaines fondamentales.

Je voudrais aborder maintenant certaines activités spécifiques de l'OJCAA qui est désormais une organisation intergouvernementale de plein droit. L'OJCAA a entrepris toute une gamme d'activités, notamment l'examen de questions qui nous sont confiées par les États Membres, l'assistance aux États Membres en matière de préparation des projets de loi types, une coopération étendue avec l'Organisation des Nations Unies et ses organismes, la formation de programmes et la diffusion des informations sur les questions de droit international.

Le programme de travail actuel de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique comprend plusieurs points liés aux questions du droit international contemporain. Je voudrais aborder le travail qu'elle accomplit dans quelques domaines et je commencerai par la question du terrorisme international.

Les questions concernant le terrorisme international ont toujours été jugées extrêmement importantes, surtout après le tragique incident qui a eu lieu le 11 septembre de l'an dernier à New York et

d'autres événements survenus plus récemment dans d'autres régions du monde. L'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle majeur dans la mobilisation de l'action et de l'appui qui se sont manifestés au plan international pour faire face aux menaces du terrorisme. Malheureusement, les négociations pour la finalisation d'une convention internationale globale visant à combattre le terrorisme international prennent du temps en raison de certaines questions non réglées. Au cours de ses deux dernières sessions annuelles, l'organisation consultative a examiné cette question et d'autres questions connexes (A/57/122). Nous estimons que la nécessité de l'heure est de faire preuve de la volonté politique de régler les questions en suspens et de finaliser le travail sur la convention internationale dès que possible. Le Comité contre le terrorisme, créé en vertu de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, réalise un travail utile qui facilitera la concrétisation de l'objectif d'ensemble, à savoir le renforcement du régime juridique destiné à combattre le terrorisme international.

Le régime juridique relatif à la protection des droits de l'homme repose sur le fondement solide de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux subséquents. Néanmoins, il arrive parfois que la politisation des droits de l'homme affecte la mise en oeuvre objective de ces instruments. Cela étant, je voudrais dire que l'organisation consultative, en mettant en oeuvre le Mémoire d'accord, a entamé, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, un programme global sur cette question. Au cours de la 41e session de l'organisation consultative, tenue en juillet dernier à Abuja, une réunion extraordinaire sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme a été organisée avec l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Parmi les problèmes discutés, il y a eu ceux qui sont liés à l'application des normes relatives aux droits de l'homme dans une situation de terrorisme et les imperfections qui existent au sein des structures juridiques internationales actuelles. Au cours de cette session, un point intitulé « Les droits de l'homme dans l'Islam » a été inscrit à l'ordre du jour des travaux de l'organisation consultative.

L'environnement et le développement durable sont des domaines qui suscitent l'intérêt de la communauté internationale. Le récent Sommet mondial de Johannesburg a réaffirmé l'importance que revêt

l'application effective d'Action 21. L'organisation consultative suit les progrès réalisés dans sa mise en oeuvre ainsi que celle des conventions internationales sur l'environnement. J'ai eu le privilège de prendre la parole à la réunion de haut niveau de la huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue récemment à New Delhi. Soulignant les préoccupations des pays en développement, j'ai souligné qu'il était important d'adhérer au principe de responsabilités communes mais différenciées, dans le cadre du processus de la Convention-cadre. Pour donner un nouvel élan à son programme dans le domaine du droit de l'environnement, l'organisation consultative envisage de créer un centre du droit de l'énergie et de l'environnement.

La question du statut et du traitement des réfugiés est examinée par l'organisation consultative depuis plus de 35 ans. L'adoption du texte révisé de ses Principes de Bangkok relatif au statut et au traitement des réfugiés, à sa session de New Delhi de 2001, représente une décision majeure. En vue de renforcer davantage la coopération entre le HCR et l'organisation consultative, un mémorandum d'accord a été signé par le Haut Commissaire Ruud Lubbers et moi-même le 23 mai 2002. Le mémorandum d'accord, tout en officialisant la coopération de longue date existant entre les deux organisations, prévoit l'échange de documents, des consultations mutuelles et des initiatives communes. Aux fins de consolider cet objectif, nous envisageons de tenir un séminaire au début de l'an prochain sur les questions liées au mouvement secondaire, un programme de protection et de prise en charge commune des contraintes.

D'autres questions humanitaires, telles que la protection des travailleurs migrants et le trafic des femmes et des enfants, ont également été largement examinées lors des réunions de l'organisation consultative.

Au moment où le mouvement des fonds par delà les frontières devient de plus en plus difficile à réguler et que les préoccupations en matière de bonne gouvernance occupent une place centrale, il n'est pas surprenant que le travail en cours au sein de l'Organisation des Nations Unies sur l'adoption d'une convention internationale de lutte contre la corruption suscite l'intérêt de toute la communauté internationale. De ce fait, un point intitulé « Un instrument juridique international efficace de lutte contre la corruption » a

été inscrit à l'ordre du jour de la 41e session de l'organisation consultative.

Depuis lors, l'organisation consultative a participé à la Réunion ministérielle, tenue à Addis-Abeba en septembre de cette année, sous les auspices de l'Union africaine, qui a finalisé un projet de convention visant à prévenir et à combattre la corruption. Nous envisageons de participer aux négociations du Comité ad hoc créé par l'Assemblée générale, prévues en janvier 2003 à Vienne. Nous envisageons également de participer au prochain Forum mondial III, qui aura lieu à Séoul en mai 2003.

La plupart des États membres de l'organisation consultative accordent une grande importance à la mise en place de la Cour pénale internationale et se félicitent de l'entrée en vigueur du Statut de Rome, le 1er juillet 2002. L'entrée en vigueur du Statut de Rome moins de quatre ans après sa signature, est un jalon historique pour le système de justice pénale internationale. Nous espérons que, comme prévu, la Cour sera pleinement opérationnelle en 2003.

Il reste que l'évolution future de la Cour pénale internationale sera déterminée par un certain nombre de facteurs. Pour exercer sa juridiction, susciter la confiance des États et assurer son universalité, la Cour devra agir dans le strict respect des principes suivants : premièrement, la juridiction de la Cour doit se limiter aux crimes internationaux les plus graves, comme le prévoit le Statut de Rome; deuxièmement, la fonction de la Cour ne doit pas contrevenir aux dispositions de la Charte des Nations Unies; et, troisièmement, la Cour doit exercer ses fonctions de façon objective, impartiale, indépendante et juste, en s'abstenant de tout préjugé politique et de tout double critère. Par ailleurs, nous espérons que la Cour bénéficiera d'une aide et d'une coopération universelles, qui favoriseraient le développement du droit international et mettraient fin à l'impunité.

Nous sommes heureux de noter que l'Assemblée générale tiendra une séance extraordinaire pour commémorer le vingtième anniversaire de la conclusion de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Cette question du droit de la mer figure depuis 1970 à l'ordre du jour de l'organisation consultative. Je suis fier de dire que des notions telles que les zones économiques exclusives, les États archipels et les droits des États sans littoral, qui ont trouvé leur place dans la Convention de 1982, puisent

leur origine dans les délibérations des réunions de l'organisation consultative. J'espère que la réunion commémorative suscitera de nouvelles idées pour réactiver l'application efficace de la Convention sur le droit de la mer, en particulier du principe du patrimoine commun de l'humanité.

Un autre domaine qui préoccupe vivement les États d'Asie et d'Afrique concerne les conséquences tragiques des guerres civiles et des conflits fratricides, qui donnent lieu aux déplacements de populations. Le fait que le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a dépassé le nombre total des réfugiés dans le monde constitue une preuve, en soi, de l'ampleur de la situation. Les causes profondes des déplacements de personnes à l'intérieur de leur propre pays, telles que la rivalité pour le contrôle des terres et autres rares ressources naturelles, la désintégration des structures politiques et sociales au niveau national, l'intolérance envers le multiculturalisme et les disparités croissantes entre les riches et les pauvres sont des éléments sur lesquels doivent se pencher l'ONU et les organisations régionales respectives. Dans ce contexte, l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique surveille avec un grand intérêt les efforts de l'ONU visant à coordonner la protection et l'aide humanitaire en ce qui concerne les personnes déplacées ainsi que le débat autour du cadre normatif fourni par les Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays.

Enfin, depuis la création de l'ONU, il y a 57 ans, le monde a été témoin de bien des hauts et des bas. De grands progrès ont beau avoir été réalisés dans de nombreux domaines, ils sont loin d'être suffisants. Aujourd'hui, les dépenses militaires des pays du monde se chiffrent à 900 milliards de dollars. Le fait d'affecter ailleurs un petit pourcentage de cette somme pourrait contribuer à réduire la pauvreté, à éliminer la maladie mortelle du VIH/sida et à fournir à des millions d'habitants de la planète un logement décent, des vivres et des soins de santé appropriés. C'est malheureusement une option que nous ne sommes toujours pas prêts à accepter. La persistance des conflits au Moyen-Orient et dans de nombreuses autres régions du monde nous rappelle avec force combien nos approches et nos engagements en faveur de la cause de la paix et du progrès dans les domaines économiques et sociaux sonnent creux. Nous espérons

sincèrement que tout cela s'améliorera avec l'aide de l'ONU et la coopération de tous les pays et organisations. Il est essentiel que le monde dont nous avons hérité ne soit pas transmis aux générations futures dans l'état dans lequel il se trouve actuellement. Nous devons le rendre plus sûr et plus sain.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 46/8 de l'Assemblée en date du 16 octobre 1991, je donne à présent la parole à l'Observateur de la communauté des Caraïbes.

M. Granderson (Communauté des Caraïbes) (*parle en anglais*) : Le secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) est très honoré de pouvoir participer à ce débat sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes. Depuis notre dernière intervention devant cet organe en novembre 2000, des événements sans précédent ont radicalement transformé notre point de vue quant à la nature des menaces potentielles auxquelles nos sociétés sont confrontées. L'effet considérable et dévastateur de ces événements a souligné une fois de plus le caractère interdépendant de toutes nos sociétés, petites ou grandes, faibles ou puissantes, ainsi que la valeur inestimable de la gouvernance démocratique et l'importance cruciale du multilatéralisme dans notre poursuite du développement mondial et du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans son propre élan visant à accroître le bien-être des habitants de la Communauté des Caraïbes et à jeter les bases d'un développement durable pour tous les États membres de la CARICOM, notre région a accordé une attention et des ressources considérables à la création du marché et de l'économie uniques de la CARICOM. Cette entreprise majeure est principalement destinée à faire de la région un marché et un espace économique uniques, permettant ainsi la libre circulation des facteurs clés de la production : personnes, capitaux, biens et services. Il s'agit de la riposte de la CARICOM aux énormes défis qui se posent à elle en raison d'un environnement international économique et commercial en pleine mutation qu'alimentent les forces de la mondialisation et de la libéralisation des échanges.

L'ONU, par l'intermédiaire des diverses organisations, institutions spécialisées et programmes du système des Nations Unies, a énormément appuyé

les efforts déployés par la Communauté pour créer et mettre en place les divers aspects du marché et de l'économie uniques, d'où la reconnaissance que nous éprouvons envers elle et que nous tenons à exprimer de façon officielle. Il nous faut mentionner plus particulièrement l'aide technique qui nous a été accordée par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en vertu de cadres de coopération régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le deuxième cadre de coopération régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes portant sur la période 2001-2005 vise à la promotion du développement humain durable et à la réduction de la pauvreté, conformément à l'objectif de la Déclaration du Millénaire de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté d'ici à 2015.

Partant de l'hypothèse que les Caraïbes continueront de bénéficier d'au moins 25 % de l'affectation des ressources, la CARICOM a identifié plusieurs projets d'activités qui pourront être appuyés en tant qu'élément du deuxième cadre de coopération régionale, en prenant en compte des domaines comme la mise en place du marché et de l'économie uniques, l'appui à la Cour de justice des Caraïbes, au Partenariat pancaraïbe de lutte contre le VIH/sida, à la réforme constitutionnelle, à l'allègement de la pauvreté, au développement des technologies de l'information et des communications dans la CARICOM, aux moyennes et microentreprises et à la gestion des catastrophes.

Une des composantes essentielles du marché et de l'économie uniques est la mise en place d'une infrastructure juridique qui nous permettra de régler les différends découlant de cette opération. La Communauté est heureuse d'annoncer que l'accord portant création de la Cour de justice des Caraïbes est entré en vigueur en juillet 2002. La Cour, qui exercera tant une juridiction d'appel et une juridiction de première instance, est considérée comme étant l'une des mesures les plus dynamiques adoptées par les États membres en vue de renforcer le mouvement d'intégration régional et constitue un tournant décisif dans notre développement judiciaire institutionnel. En juillet 2002, les chefs de gouvernement de la CARICOM sont convenus des mesures à prendre d'urgence en vue d'inaugurer la Cour de justice des Caraïbes d'ici à la deuxième moitié de 2003. Ils sont également convenus de créer un Fonds d'affectation

spéciale à hauteur de 100 millions de dollars pour veiller à ce que le financement de la Cour ne soit pas modifié pour des considérations d'ordre pécuniaire ou politique et garantir ainsi sa durabilité et son indépendance complète.

La Communauté des Caraïbes souhaite une fois de plus remercier l'ONU de l'appui et de la coopération qu'elle lui apporte dans la création de la Cour de justice des Caraïbes. En août 2002, la CARICOM et le PNUD ont signé un accord qui allouera 300 000 de dollars pour appuyer les travaux qu'exige la création de la Cour, avec le financement du Gouvernement japonais, par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour les ressources humaines. Cette somme servira à financer des activités comme l'éducation judiciaire, la sensibilisation des organes judiciaires nationaux, la mise en place de systèmes d'information et la facilitation de la recherche juridique.

Un autre domaine essentiel pour le développement économique et social de la région est celui de la santé, notamment l'approche régionale qui a été adoptée pour traiter des aspects multiformes du VIH/sida. Inutile de dire que la coopération dans ce domaine est indispensable, puisqu'il s'agit en gros de questions de vie ou de mort et des coûts économiques et sociaux qui en résultent pour nos pays qui sont petits et vulnérables. Les efforts de coopération avec le Programme commun coparrainé de l'ONU sur le VIH/sida (ONUSIDA) au cours des négociations régionales destinées à obtenir à bas prix pour les médicaments antirétroviraux ont reçu une impulsion quand le Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, chef de gouvernement de la CARICOM et responsable de la santé, a officiellement demandé l'aide de l'ONUSIDA concernant l'initiative d'accès accélérée pour la région des Caraïbes. Par la suite, plusieurs pays membres ont poursuivi les négociations en vue d'établir des normes. Ces négociations en bloc pour les médicaments antirétroviraux ont débouché sur la signature d'un accord entre le secrétariat de la CARICOM et six grandes firmes pharmaceutiques à Barcelone en juillet 2002. La CARICOM est également satisfaite de l'appui de ses partenaires internationaux au sein du Partenariat pancaraïbe de lutte contre le VIH/sida dont l'ONU continue d'être un important protagoniste. La collaboration avec ses partenaires a donc abouti à la formulation d'une proposition présentée au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le

paludisme, également reconnue comme prioritaire pour notre région.

La coopération entre la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des Nations Unies continue de donner des résultats concrets, permettant ainsi d'améliorer le bien-être de nos citoyens et d'alimenter le moteur du développement, que nous recherchons assidûment.

Dans le domaine de la sécurité, nous sommes conscients que les attaques terroristes sans précédent du 11 septembre exigent d'urgence une vigilance et une coordination constantes et exceptionnelles. Les États membres de la CARICOM ont participé activement aux délibérations qui se sont déroulées au lendemain des attaques et se sont fermement engagés à s'acquitter des obligations individuelles et collectives qui leur incombent en vertu des résolutions 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Nous nous sommes engagés de même à mettre en place les mesures nécessaires dans le respect des nouvelles réglementations et normes internationales concernant la sûreté des avions, des aéroports et des ports, et nous continuons à coopérer avec l'ONU pour parvenir à cet objectif.

Nous sommes également très attachés à notre collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour faire face aux menaces traditionnelles que représentent, pour la sécurité et la stabilité de nos États, le trafic illicite des stupéfiants, la criminalité organisée et le blanchiment d'argent.

Pour les États membres de la CARICOM, la définition de la sécurité va bien au-delà de l'interprétation militaire traditionnelle. Pour nous, la sécurité est multidimensionnelle de par sa nature et englobe les questions liées au trafic de drogues, à la prolifération des armes légères, à la criminalité organisée, au VIH/sida et à d'autres préoccupations de santé publique, à la pauvreté, à l'environnement et aux catastrophes naturelles. S'attaquer à la pauvreté et au sous-développement, qui sont souvent à l'origine des autres menaces à la sécurité humaine, fait partie intégrante des grandes orientations de la Communauté.

À cet égard, il est donc crucial d'assurer le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement. Nous partageons l'évaluation de l'ONU selon laquelle le Sommet du Millénaire a fourni des objectifs ultimes et que la Conférence de

Monterrey a montré la voie à suivre. Même si la Conférence de Monterrey a été dénuée de toute initiative nouvelle et ambitieuse concernant la mobilisation de ressources financières novatrices pour faciliter l'objectif de financement du développement durable, la CARICOM considère que son aboutissement devrait être un processus de suivi efficace donnant lieu à des décisions aux niveaux tant national qu'international qui exigent une volonté politique forte.

À cet égard, les États de la CARICOM appuient de manière générale le fait que l'Assemblée générale et son dialogue de haut niveau ont été chargés du suivi du Consensus de Monterrey et sont d'avis qu'un élément vital de ce suivi doit être un mécanisme d'établissement de rapports et de contrôle pour évaluer la mise en oeuvre, cerner les obstacles et les déséquilibres et formuler des recommandations en vue de la mise en oeuvre future. La CARICOM appuie donc le rôle que doit jouer le Conseil économique et social, sous réserve du renforcement de cet organe et de son élargissement, pour permettre une participation égale de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

À ce stade, je tiens à exprimer la reconnaissance de la CARICOM à l'ONU qui, par l'intermédiaire de son secrétariat de coordination pour le financement du développement, a financé la participation d'un expert du secrétariat de la CARICOM aux réunions préparatoires de la Conférence de Monterrey et à la Conférence elle-même. Cette initiative a permis au secrétariat de coordonner les préparatifs pour la participation de la région à la Conférence, mandat conféré par la Conférence des chefs de gouvernement.

Une autre conférence internationale consacrée au développement dont la région a fait grand cas a été le Sommet mondial pour le développement durable. Bien que le Sommet n'ait pas abouti à une conclusion particulièrement remarquable, des résultats importants, en termes d'objectifs et de calendriers nouveaux, ont été enregistrés. Malgré l'imprécision de nombre de ces objectifs, ils ont répondu à certaines préoccupations des États de la CARICOM et aux questions les concernant.

Pour nos États, toutefois, un accomplissement majeur a été le lancement de plus de 300 partenariats volontaires et la mobilisation de ressources additionnelles, dépassant les 235 millions de dollars,

pour appuyer les efforts de mise en oeuvre des initiatives en faveur du développement durable. Il est particulièrement encourageant que les partenariats, liés aux engagements du Gouvernement, fournissent un mécanisme intégré pour assurer la mise en oeuvre.

Les États de la CARICOM saluent l'examen du Programme d'action de La Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement et l'Initiative de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le développement durable. Un des plus importants résultats du Sommet pour les États de la CARICOM est l'aval à la décision de procéder à l'examen du Programme d'action de La Barbade d'ici à 2004. Je n'ai guère besoin de rappeler que, dans le cadre des défis posés par le développement, les petits États insulaires en développement connaissent des problèmes spécifiques du fait de leur petite taille, de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et des chocs extérieurs ainsi que de diverses autres limitations. Il faut compléter les efforts menés en apportant une aide financière et technique adéquate.

Notre environnement est d'un intérêt crucial, et un élément majeur de notre environnement collectif est la mer des Caraïbes, dont les eaux azurées détiennent l'avenir économique de nombre de nos États membres. La mer des Caraïbes possède des caractéristiques uniques et constitue un facteur essentiel du développement économique des pays de la région. L'initiative prise par les gouvernements de l'ensemble de la région des Caraïbes visant à faire reconnaître la mer des Caraïbes en tant que zone spéciale de développement durable a connu un succès partiel avec l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 54/225, intitulée « Promotion d'une approche intégrée de la gestion de la zone de la mer des Caraïbes dans la perspective du développement durable ». Nous exhortons l'ensemble de la communauté internationale à continuer d'appuyer la région des Caraïbes afin de protéger cette source vitale de développement.

La Communauté des Caraïbes est impatiente de poursuivre son étroite collaboration avec l'ONU et ses institutions spécialisées. Comme l'illustre le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'ONU et la Communauté des Caraïbes, nous avons travaillé avec succès avec les organes et institutions que je viens de mentionner ainsi qu'avec d'autres institutions spécialisées. Cependant, je ne saurais omettre de mentionner la collaboration étroite avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui

continue de prêter un appui technique aux activités et initiatives de nos États membres.

Pour terminer, la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et autres organisations internationales offre des mécanismes précieux et solidaires permettant à la communauté internationale de faire face plus efficacement à la multitude des défis auxquels elle est confrontée.

La Communauté des Caraïbes compte sur la solidarité croissante de la relation et des liens établis avec les entités du système des Nations Unies dans les domaines du développement économique et social et des affaires culturelles, politiques et humanitaires dans l'intérêt du développement de la région des Caraïbes.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 477 (V) de l'Assemblée générale, en date du 1er novembre 1950, je donne maintenant la parole à l'observateur de la Ligue des États arabes.

M. Mahmassani (Ligue des États arabes) (*parle en arabe*) : Le rapport du Secrétaire général dont l'Assemblée est saisie récapitule les domaines de coopération entre les organismes des Nations Unies et la Ligue des États arabes, y compris leurs institutions spécialisées et programmes respectifs, durant la période de juillet 2001 à août 2002. Les événements marquants enregistrés au cours de la période considérée comprennent la visite du Secrétaire général à la Réunion au sommet de la Ligue des États arabes à Beyrouth en mars 2002 ainsi que la tenue d'une réunion sectorielle entre les deux organisations au Caire, en juin 2002, sur l'utilisation des technologies de l'information aux fins du développement. Le rapport souligne l'essor progressif et constant de la coopération entre les deux organisations.

La cinquante-septième session de l'Assemblée générale coïncide avec le trentième anniversaire de l'inscription, à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'Assemblée générale, du point intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes » et avec l'adoption de la première résolution portant sur la coopération entre les deux organisations. Vingt ans sont passés depuis que les Secréétaires généraux de l'ONU et de la Ligue des États arabes ont respectivement signé un accord pour améliorer la coopération entre les deux organisations dans le domaine de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient, conformément aux principes de la Charte. Un examen de certaines des réalisations qui ont été

obtenues dans ce contexte pourrait avoir pour conséquence le renforcement de son importance et de son utilité et pourrait mettre en relief non seulement les aspects économiques et politiques mais aussi les avantages sociaux, humanitaires et administratifs.

Il n'y a pas très longtemps, lorsqu'il a été question de guerre contre l'Iraq, la coopération qui existe entre Amr Mussa, Secrétaire général de la Ligue des États arabes, et son collègue, Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, a facilité l'amorce d'une désescalade. Par leurs efforts, ils ont réussi à convaincre l'Iraq d'accepter le retour des inspecteurs sans conditions et ont ainsi contribué à l'adoption à l'unanimité de la résolution 1441 (2002) du Conseil de sécurité. L'acceptation par l'Iraq de cette résolution a fait progresser l'un des objectifs primordiaux de la Ligue des États arabes : contribuer à éviter une action militaire en Iraq et à préserver l'unité et l'intégrité territoriale de cet État.

La Ligue des États arabes est acquise au principe de la légitimité internationale et elle tient à souligner le paragraphe 14 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité relative à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient. La Ligue des États arabes tient également à souligner qu'elle est désireuse de traiter de manière globale et non pas sélective la question des armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires. La communauté internationale doit s'efforcer de désarmer Israël, dont les armes de destruction massive constituent une menace réelle pour toute la région arabe.

Lors de sessions précédentes, l'Assemblée a recommandé la convocation de réunions sectorielles sur des questions telles que le commerce et le développement, les jeunes et l'emploi et l'utilisation des technologies de l'information aux fins du développement. Nous saisissons cette occasion pour transmettre par votre intermédiaire, Monsieur le Président, la gratitude de la Ligue des États arabes au Secrétariat pour les efforts qu'il a entrepris afin de garantir le succès des réunions aussi bien générales que sectorielles. Nous espérons qu'il sera possible d'organiser une réunion conjointe afin de mener une évaluation complète de la situation. Les réunions de ce type sont un moyen important d'assurer la coopération, d'entreprendre des évaluations et de convenir de nouveaux mécanismes de renforcement de la coopération dans tous les domaines, notamment dans

celui de la prévention des conflits. On ne peut parvenir à de tels résultats que si les deux organisations sont représentées à ces réunions conjointes générales ou sectorielles au plus haut niveau possible.

La participation de la Ligue des États arabes aux réunions conjointes qui ont lieu entre l'ONU et les organisations régionales, qui se tiennent au Siège de l'Organisation des Nations Unies, a été concrète et fructueuse. Des moyens de renforcer la coopération entre l'ONU, la Ligue des États arabes et les organisations régionales ont été formulés afin de relever les défis multiformes qu'impliquent les efforts internationaux et régionaux de ce type, en particulier le problème de la sélectivité et du double poids deux mesures afin de coopérer pour trouver des solutions imaginatives à nos problèmes.

L'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution A/57/L.32 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints entrepris par ces deux organisations afin d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient sur la base des buts et principes de la Charte des Nations Unies et des résolutions de la légitimité internationale, en particulier des résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 425 (1978) du Conseil de sécurité, et sur la base du principe «terre contre paix» et du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris à la création d'un État indépendant ayant Jérusalem pour capitale. Dans ce contexte, je voudrais renvoyer à la résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité, qui affirme la légitimité internationale de la vision d'un État palestinien indépendant.

La Ligue des États arabes a continué de présenter une série d'initiatives lors des sommets arabes en mettant en relief le fait que les Arabes choisissaient la paix comme une option stratégique. L'initiative adoptée par le Sommet de Beyrouth a été l'aboutissement d'un effort sincère de la part des États arabes pour parvenir à une paix juste dans la région. Toutefois, le Gouvernement israélien continue de refuser et de rejeter la paix et de poursuivre une politique de guerre et d'occupation qu'il considère comme une option stratégique. Il adopte par ailleurs une politique de la terre brûlée tout en ayant recours au meurtre et à la destruction afin d'éradiquer le peuple palestinien, enfreignant ainsi les résolutions du Conseil de sécurité et la légitimité internationale.

Pour terminer, nous aimerions redire l'appui de la Ligue des États arabes à l'Organisation des Nations Unies – appui qui découle de la conviction de ses États Membres et de son attachement aux nobles principes, buts et valeurs de la Charte des Nations Unies. La Ligue des États arabes, en tant qu'organisation régionale, est résolue à renforcer la coopération constructive et fructueuse qu'elle entretient avec l'Organisation des Nations Unies dans tous les domaines dont traite le projet de résolution, qui souligne les aspects positifs et concrets de la coopération entre les deux organisations.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 54/5 du 8 octobre 1999, je donne à présent la parole au Secrétaire général de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, M. Valeri Chchelashvili.

M. Chchelashvili (Organisation de coopération économique de la mer Noire) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de prendre brièvement la parole afin d'informer l'Assemblée sur les principales activités menées par l'Organisation de coopération économique de la mer Noire dans le cadre des délibérations sur le projet de résolution A/57/L.11, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire ». Au nom de l'organisation, je voudrais remercier très sincèrement la République d'Albanie qui est à l'origine de ce projet de résolution, et la République d'Arménie, Président en exercice de l'organisation, de l'avoir présenté. Ces deux pays ont fait un travail remarquable en préparant ce projet de résolution.

L'Organisation de coopération économique de la mer Noire est une organisation régionale relativement jeune. Elle a été établie il y a trois ans, en 1999, sur la base de sa Charte qui a été ratifiée et qui est un traité international juridiquement contraignant. L'initiative de créer l'Organisation de coopération économique de la mer Noire a, toutefois, été lancée il y a 10 ans, le 25 juin 1992 par 11 chefs d'État ou de gouvernement.

Au cours de ces 10 dernières années, une nouvelle série de relations internationales beaucoup plus complexes que celles qui existaient auparavant se sont fait jour dans le monde, y compris dans la région de la mer Noire. Les changements les plus remarquables ont pu être constatés en Europe du Sud-Est, et dans la région de la mer Noire en particulier, où

de nouveaux acteurs – aussi bien des États que des entités internationales – sont apparus sur la scène internationale. Bien qu'ils offrent de nouvelles possibilités, ces changements présentent également de nouveaux problèmes. Les consultations et le partage d'opinions, même s'ils restent importants, ne suffisent plus. Les défis du XXI^e siècle exigent de nous que nous actualisions le partenariat régional et que nous le renforçons plutôt que de recourir à la simple coopération. L'expérience acquise dans la région laisse penser que plus les mesures sont prises tôt, et plus elles sont concertées, et plus elles sont profitables pour tous les participants.

Cette période de 10 ans a presque coïncidé avec le dixième anniversaire de la Coopération économique de la mer Noire (BSEC) pas seulement en termes de temps, mais aussi en termes d'esprit. Ayant célébré son dixième anniversaire, il est évident que la BSEC a contribué au renforcement de la mentalité de la mer Noire, et peut-être au développement de la synergie entre ses 11 États membres. Les événements nouveaux qui ont affecté l'organisation nous ont permis de mieux comprendre et de développer une nouvelle approche aux nouveaux problèmes, notamment l'élargissement de l'organisation, et le plus ardu de ces problèmes, c'est à dire la mise en oeuvre du programme économique de la BSEC à l'avenir. Nous sommes convaincus que ces changements permettront d'accroître encore son rôle dans la région de la mer Noire, qui aura une place importante dans la nouvelle architecture européenne.

Le dixième anniversaire de la BSEC, qui a été célébré au sommet de la décennie à Istanbul, le 25 juin 2002, a offert une occasion supplémentaire aux États membres de réaffirmer leur engagement en faveur de la coopération économique régionale dans le cadre de la BSEC. Cela a constitué un événement historique, donnant un nouvel élan aux travaux de l'organisation et ouvrant la voie au renforcement de la coopération entre les États membres. Il n'arrive pas souvent que, le même jour, la conception d'une vision commune des États membres, la réputation des institutions de la BSEC, la visibilité du processus et du système de gestion de la coopération régionale sont toutes améliorées. Nous en avons tous été témoins, le 25 juin 2002, lors du sommet de la décennie qui a eu lieu à Istanbul, lieu de naissance de la BSEC.

Les chefs des délégations, par le biais de la déclaration du sommet de la décennie d'Istanbul, ont

présenté un mandat ambitieux et impressionnant, préparant ainsi les perspectives d'avenir pour la coopération avec la BSEC. La leçon tirée du sommet de la décennie d'Istanbul a été que les États membres devront de plus en plus définir leurs intérêts au regard de l'avenir de la région, tout en gardant à l'esprit ce qui peut être réalisé en introduisant une vision collective et en travaillant en tant que groupe, non pas en tant qu'acteurs individuels. Chaque État membre a des intérêts qu'il cherche à bon droit à promouvoir. Mais ces intérêts peuvent être mieux servis grâce à une vision collective de l'avenir de la région qui facilite la dimension régionale, qui apporte une grande amélioration à la coopération bilatérale.

Au cours de la dernière décennie, le processus de la BSEC a contribué à faire des progrès significatifs dans des domaines de coopération aussi importants que le commerce, la banque et la finance, les transports, l'énergie et les réseaux électriques, la science, les statistiques, la lutte contre la criminalité organisée et la simplification des procédures douanières et frontalières. La philosophie de l'organisation est de se concentrer sur les opportunités de consensus, lorsqu'il est en place, ou au moins lorsqu'il est en voie d'émergence. Nous espérons multiplier ces opportunités, grâce à des efforts et des activités mutuelles.

Mais, en même temps, nous n'avons pas d'illusions sur notre capacité à résoudre tous les problèmes de la région. Toutefois, nous pensons qu'en mettant en oeuvre un concept pragmatique de coopération économique en tant que mesure fiable de renforcement de la confiance, et avec notre connaissance de la région et notre réseau de coopération, nous pouvons favoriser la confiance entre les pays membres et au sein d'entre eux, ouvrant ainsi la voie à un nouveau système de stabilité et de sécurité pour la région de la mer Noire.

Le projet de résolution sur la coopération entre l'ONU et la Coopération économique de la mer Noire, adopté il y a deux ans lors de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, a ouvert de nouvelles opportunités de coopération avec la BSEC. Depuis lors, nous avons établi une coopération impressionnante et prometteuse avec des institutions des Nations Unies ou des institutions spécialisées aussi variées que la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme

des Nations Unies pour l'environnement, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, entre autres.

Nous sommes convaincus que le projet de résolution sur la coopération avec la BSEC actuellement examiné renforcera la coopération entre l'ONU et les autres organisations du système des Nations Unies et la BSEC, et qu'elle contribuera à la promotion des objectifs et des principes de l'ONU ainsi que des objectifs contenus dans le statut de la BSEC.

Avant de terminer, je voudrais, au nom de la BSEC, présenter nos plus vifs remerciements à toutes les délégations qui ont contribué à ce projet de résolution. Je serais reconnaissant à toutes les délégations présentes ici de bien vouloir apporter leur soutien à ce projet de résolution, afin qu'il puisse être adopté par consensus, comme dans les années précédentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 3369 (1975) du 10 octobre 1975 de l'Assemblée générale, je donne la parole à l'observateur de l'Organisation de la Conférence islamique.

M. Lamani (Organisation de la Conférence islamique) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale sur le point de l'ordre du jour intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres ». Je voudrais aussi transmettre les félicitations du Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) et souhaiter à l'Assemblée le meilleur succès dans ses travaux pour sa cinquante-septième session.

Comme c'est la première fois que je prends la parole à l'Assemblée générale au cours de cette cinquante-septième session, je voudrais présenter mes sincères félicitations au Président et à ses collègues au sein de son Bureau, pour leur élection à leurs hautes fonctions. Nous sommes convaincus que sous sa présidence la cinquante-septième session sera dirigée avec grande compétence. Je saisis aussi cette occasion pour rendre hommage à son prédécesseur, M. Han Seung-soo et aux membres de son Bureau, et le remercier pour sa direction compétente et efficace lors de la séance précédente.

Nous avons lu avec intérêt le rapport du Secrétaire général, publié sous la cote A/57/405. Nous pensons que le rapport est un document important et utile, dans la mesure où il contient des détails instructifs sur la coopération entre nos deux organisations au cours de la période considérée. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer nos sincères remerciements et notre appréciation au Secrétaire général pour son rapport important et précieux, et pour la sagesse de son initiative dans l'amélioration de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres. Nous félicitons aussi le Secrétaire général pour son rôle dans la préparation du rapport, qui contient aussi des contributions de la part de plusieurs institutions du système des Nations Unies.

Une grande partie du rapport du Secrétaire général est consacrée au statut de la mise en oeuvre des programmes et activités dans les domaines prioritaires de coopération développés conjointement par nos deux organisations et par leurs organes et institutions respectives au cours de la période considérée. Au nom de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses institutions spécialisées et subsidiaires, je voudrais assurer de nouveau l'Assemblée générale et les organes qui lui sont rattachés que nous poursuivrons notre engagement en faveur de la tâche que nous menons conjointement.

En sa capacité de Président du Groupe islamique à New York, l'Ambassadeur Elfatih Mohamed Ahmed Erwa, le Représentant permanent de la République du Soudan, a présenté le projet de résolution A/57/L.28, sur la question de la coopération entre l'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique. Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur les paragraphes du dispositif particulièrement significatifs du projet de résolution.

Premièrement, en ce qui concerne le paragraphe 3 du dispositif, les deux organisations sont priées de continuer de coopérer à la recherche commune de solutions à des problèmes mondiaux tels que ceux ayant trait à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, à l'autodétermination, à la décolonisation, aux droits fondamentaux de la personne, au développement socioéconomique et à la coopération technique. Conformément aux résolutions précédentes sur la question, les contacts et le dialogue entre l'ONU et l'OCI et leurs organes et institutions pertinentes continueront d'être renforcés grâce au

soutien du Groupe islamique à New York et à Genève ainsi que d'un certain nombre de groupes de contacts et de comités au sein de l'ONU. Les deux missions à titre d'Observateur permanent de l'OCI à l'ONU à New York et à Genève prennent une part active dans les travaux de l'ONU et de ses fonds et programmes en qualité d'observateur, et servent de vecteur de communication et de consultation entre l'ONU et ses organisations spécialisées d'une part et l'OCI et les organisations qui lui sont rattachées d'autre part, sur toutes les questions d'intérêt commun. Nous attendons avec intérêt à l'avenir la poursuite du renforcement de la coopération.

Deuxièmement, le paragraphe 5 traite de la question de la coopération étroite entre les deux organisations en matière de rétablissement de la paix, de reconstruction et de développement en Afghanistan. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 10 de son rapport (A/57/405), des contacts étroits entre nos organisations, couvrant de nombreux aspects de coopération, ont été développés. Les événements du 11 septembre 2001 ont entraîné d'importants changements dans la situation en Afghanistan, qui illustrent la nécessité de renforcer encore la coopération dans les domaines du rétablissement de la paix, de la diplomatie préventive et du maintien de la paix.

Le soutien que l'OCI accorde aux activités de l'ONU à cet égard est extrêmement utile. L'OCI s'efforce d'appuyer les efforts que fait l'ONU dans ce domaine et elle est disposée à promouvoir le travail de celle-ci dans tous les domaines d'activités qui servent le mieux les intérêts de nos États membres. À ce sujet, je tiens à rendre un hommage spécial aux efforts remarquables et dévoués déployés par l'Ambassadeur Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et à lui donner l'assurance de notre plein appui dans cette mission essentielle et historique qui est la sienne.

Au paragraphe 5 de son rapport, le Secrétaire général évoque la participation de l'ONU à la dixième session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue le 10 décembre 2001 à Doha, Qatar, pour examiner la gravité de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. Les consultations entre l'ONU et l'OCI se sont poursuivies dans le but de trouver une solution juste et durable à la question de la Palestine et au conflit arabo-israélien. Nous espérons que la

préoccupation de l'ONU à l'égard du Moyen-Orient et de la construction au plan national des institutions, des infrastructures et des capacités économiques et sociales en Palestine sera identique à celle dont elle a fait preuve à l'égard du conflit en Afghanistan, afin de mettre un terme à l'occupation israélienne du territoire palestinien et des territoires arabes et de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant, ayant Jérusalem pour capitale. Nous sommes convaincus que l'ONU a un rôle important et obligatoire à jouer pour faire respecter la volonté de la communauté internationale, exprimée concrètement dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Je voudrais comme les années précédentes, terminer ma déclaration sur la même note d'espoir et d'espérance concernant l'avenir de la coopération entre nos deux organisations dans tous les domaines, et ce dans l'intérêt de nos États membres communs. L'histoire jugera des résultats de cette coopération, mais les exigences du village mondial que nous nous efforçons de créer dans notre périple commun vers la paix, le progrès et le bien-être nous posent des défis mais nous offrent aussi des possibilités que nous ne devons pas gaspiller. Les récompenses d'un tel effort s'avèreront prometteuses. Nous nous engageons donc auprès de l'Assemblée générale à lui apporter la pleine et constante coopération de l'OCI alors qu'elle s'acquitte de ses fonctions et entreprend sa noble mission.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 55/161 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 2000, j'invite maintenant le Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à prendre la parole.

M. Cosme (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) : J'ai le plaisir au nom du Secrétariat général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de l'Assemblée générale de notre organisation universelle. Mes félicitations s'adressent aussi à votre prédécesseur pour sa direction éclairée à la tête de cet organe noble de l'ONU.

Permettez-moi également d'adresser à Son Excellence Kofi Annan, mes félicitations ainsi que mes encouragements pour sa détermination à rendre l'ONU

plus efficace, pour qu'elle relève les défis auxquels notre monde est confronté, et d'une façon plus particulière, pour son investissement personnel dans les solutions négociées dans notre sous-région.

J'aimerais par ailleurs souhaiter la bienvenue à la Confédération helvétique et à la République démocratique du Timor-Leste, qui viennent d'être admises comme membres de notre organisation universelle, l'ONU.

La résolution des conflits fait partie des missions prioritaires que les Nations Unies ont assignées aux organisations régionales et sous-régionales conformément aux dispositions des Chapitres VI et VIII de la Charte. La résolution 55/22 relative à la coopération entre le système des Nations Unies et la CEEAC, et, la résolution 55/161 de l'Assemblée générale accordant le statut d'observateur auprès de l'ONU à la CEEAC, renforcent cette vision en même temps qu'elles constituent pour nous la pierre angulaire des relations entre nos deux institutions. Ces résolutions renforcent également notre coopération avec le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique Centrale (CCPNUQSAC).

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique apportent à la CEEAC un soutien technique et financier précieux dans le cadre de la libéralisation des échanges commerciaux et de la libre circulation de certaines catégories de ressortissants dans notre espace communautaire. La CEEAC a signé par ailleurs des accords de partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui ont permis l'établissement d'un programme régional de sécurité alimentaire qui couvre l'ensemble des pays de la sous-région. Elle a également signé un accord de coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en particulier dans le cadre de la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose.

La communauté internationale soutient, à travers la Banque mondiale et l'Union européenne, les initiatives de la CEEAC en faveur de la consolidation de la paix et de la stabilité dans les pays en situation postconflit, notamment par la mise en place du Programme international de démobilisation et de réinsertion (PIDR), chiffré à environ 500 millions de dollars et qui devra permettre de fournir un cadre

global aux efforts de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), établir un mécanisme de coordination cohérent entre les donateurs et la mobilisation des ressources disponibles et servir de plate-forme pour les consultations nationales et régionales.

La CEEAC sollicite à cette fin un soutien constant et ferme qui permette une reprise des activités de développement durable, impliquant la participation des femmes et de la jeunesse, principales victimes des affres de la guerre. La CEEAC estime que le temps est venu de renforcer davantage ses liens avec l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans le domaine du maintien de la paix et de la prévention des conflits. Je profite de cette occasion pour réitérer l'appel de la CEEAC aux États Membres, organes et organismes des Nations Unies qui n'ont pas encore établi de relations avec la CEEAC à envisager de le faire en vue d'aider notre sous-région à renforcer ses capacités en matière de maintien de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement. Une coopération de proximité avec les organes des Nations Unies, et en particulier le Secrétariat général, aiderait à rendre plus opérationnel le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique australe (COPAX), permettant ainsi d'assurer un meilleur suivi ainsi qu'une meilleure prévention des conflits potentiels au niveau de notre sous-région.

C'est dans ce contexte que nous voudrions nous féliciter de la conclusion, hier, 20 novembre 2002, du Protocole de Lusaka relatif à l'Accord de paix concernant l'Angola (Bicesse), permettant ainsi à ce pays de tourner une page douloureuse dans son histoire et de se consacrer à la consolidation de la paix, à la réconciliation nationale ainsi qu'à la reconstruction du pays. Nous nous félicitons, en outre, de l'évolution positive de la situation au Burundi, des discussions de Pretoria relatives aux accords de paix en République démocratique du Congo et de la mise en oeuvre de l'Accord de Libreville, relatif au différend entre le Tchad et la République centrafricaine.

Les membres de cette auguste Assemblée se souviendront que le 22 octobre 2002, le secrétariat de la CEEAC a présenté au Conseil de sécurité la situation qui prévaut dans notre sous-région et les mécanismes que les États membres ont mis en place pour restaurer durablement la paix, la sécurité et le développement. À cette occasion, le Conseil de sécurité avait affirmé la nécessité de promouvoir et de renforcer le partenariat

entre le système des Nations Unies et la CEEAC en matière de maintien de la paix et de la sécurité ainsi que dans le domaine de l'intégration économique. Nous sommes donc confiants dans l'appui que la communauté internationale ne manquera pas d'apporter afin de permettre aux pays de notre sous-région d'exécuter les programmes élaborés et de répondre aux besoins en matière de reconstruction et de relèvement. Cet appui de la communauté internationale pourrait aussi se faire dans le cadre du nouveau mandat assigné à notre Communauté dans la mise en oeuvre au niveau régional du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), faisant ainsi de la CEEAC un des piliers de l'Union africaine et de la Communauté économique africaine.

Nous souhaitons vivement que la coopération entre l'ONU et la CEEAC s'étende à tous les domaines de l'intégration régionale. C'est dans cette perspective que nous invitons donc l'Assemblée générale à adopter la résolution A/57/L.25, introduite par S.E. l'Ambassadeur de la République du Congo, dont nous exprimons ici notre appréciation au nom de la présidence en exercice de notre Communauté. Nous exprimons également toute notre gratitude à l'ensemble des États qui se sont portés coauteurs de cette même résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 44/6 de l'Assemblée générale du 17 octobre 1989, je donne maintenant la parole à l'observateur du Conseil de l'Europe.

M. De Jonge (Conseil de l'Europe) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi que de m'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU dans le cadre de son débat sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres. C'est la troisième fois qu'un rapport sur la coopération entre l'ONU et le Conseil de l'Europe figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Cependant, la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'ONU date de bien plus longtemps : elle remonte à la création du Conseil, en 1949. Le rapport du Secrétaire général (A/57/225) montre très bien l'importance et l'ampleur de la coopération qui lie actuellement le Conseil de l'Europe à l'ONU ainsi qu'à la plupart de ses institutions et organes spécialisés. Cette coopération est parfaitement illustrée par la conclusion à Rome, en 1950, de la Convention de

sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui, pour les États signataires de l'époque, a représenté la première étape vers la mise en oeuvre collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis près de cinquante ans, c'est-à-dire depuis son entrée en vigueur, la Convention ne cesse d'évoluer et elle est probablement devenue le traité le plus fort et le plus efficace qui soit en matière des droits de l'homme. Elle est juridiquement contraignante pour l'ensemble des 44 États membres du Conseil de l'Europe, qui ont chacun accepté la juridiction obligatoire de la Cour européenne des droits de l'homme. Cela signifie que 800 millions d'Européens ont désormais la possibilité de saisir la Cour dès lors qu'ils considèrent que leurs droits, tels qu'ils sont protégés par la Convention, ont été bafoués et qu'ils ont épuisé toutes les voies de recours nationales.

La protection des droits de l'homme occupe une place de choix dans les travaux du Conseil de l'Europe en tant qu'organisation normative. Les valeurs universelles définies et protégées par l'ONU se retrouvent dans les principaux instruments du Conseil de l'Europe, comme la Charte sociale européenne et la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants. La protection et le renforcement des droits de l'homme constituent des tâches essentielles et indispensables, qui exigent des efforts constants en matière de coopération internationale, à l'échelle tant planétaire que régionale. Bien que nous nous concentrons sur l'Europe, nous n'en sommes pas moins disposés à prendre part aux travaux de l'ONU et des diverses organisations régionales pertinentes. À cet égard, je voudrais notamment évoquer l'excellente coopération que nous avons établie avec le Haut commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies ainsi qu'avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés autour de plusieurs questions fondamentales relatives à la protection des droits de l'homme, au statut des réfugiés et au traitement des demandeurs d'asile et des personnes déplacées en Europe.

Dans un univers en voie mondialisation, les continents et les pays sont de plus en plus interdépendants, ce qui, inéluctablement, exige un renforcement de la coopération à divers niveaux et dans divers domaines.

Nous devons à présent faire face à une menace grave, à savoir, celle du terrorisme international, qui

exige de la part des Gouvernements et des organisations de mettre en place une coopération accrue. Le Conseil s'est employé à lutter contre ces mesures des ministres. À la suite du 11 septembre, le Comité a adopté une démarche en trois volets de lutte contre le terrorisme – à savoir, notamment intensifier la coopération juridique, s'assurer que les mesures contre le terrorisme ne compromettent pas les droits de l'homme et les libertés fondamentales et promouvoir le dialogue interculturel et inter-religieux.

Le Groupe multidisciplinaire sur l'action internationale contre le terrorisme, établi il y a deux ans, vient d'achever la mise à jour de la Convention européenne pour la répression du terrorisme de 1977, et un nouveau Protocole a été approuvé en substance par le Comité des ministres au cours de leur dernière réunion qui s'est tenue le 7 novembre. Ce texte énumère les infractions, qui ne pourront pas être considérées comme des infractions à caractère politique et ne pourront pas être justifiées par une motivation politique sous-jacente quelle qu'elle soit, et a repris toutes les infractions qui sont couvertes par les diverses conventions internationales relatives au terrorisme international des Nations Unies. En outre, la Convention peut être signée par les États bénéficiant du statut d'observateur, et le Comité des ministres peut décider d'en permettre l'accès aux États non membres au cas par cas. L'une des dispositions prévoit la possibilité de refuser d'extrader des coupables vers des pays où ils risquent d'être condamnés à la peine capitale, à la torture ou encore à une peine d'emprisonnement à perpétuité sans la possibilité de pouvoir bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle. Les possibilités visant à refuser une extradition sur la base de réserves énoncées à la Convention ont été réduites de façon significative, et ces refus seront examinés dans le cadre d'un mécanisme de suivi.

Il est cependant primordial que les valeurs fondamentales de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit ne deviennent pas les victimes de la lutte contre le terrorisme. C'est dans ce souci que le Comité ministériel du Conseil de l'Europe a adopté le 11 juillet 2002 les Lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme. Ces Lignes directrices constituent le premier texte sur le plan international ayant pour objectif d'aider les États à trouver le juste milieu entre les exigences découlant de la nécessité de protéger efficacement la société et de préserver les droits fondamentaux et les libertés

fondamentales. Ces Lignes directrices ont été très bien accueillies dans les capitales européennes et ont été d'ailleurs mentionnées dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international » (document A/57/183/Add.1).

Le Conseil de l'Europe est fermement convaincu que le dialogue interculturel et inter-religieux peut contribuer à réduire certaines des causes du terrorisme et l'appui dont celui-ci peut bénéficier. Plusieurs projets visant à promouvoir ce dialogue ont été lancés par le Conseil de l'Europe. Je souhaiterais ici attirer plus particulièrement votre attention sur un plan de deux ans sur le dialogue interculturel et la prévention des conflits qui énumère toute une liste d'activités et de programmes dont l'objectif est de stimuler le dialogue, afin d'améliorer la compréhension et d'éviter les heurts entre les diverses cultures. Dans ce contexte, nous renforçons également notre coopération avec la Ligue des États arabes et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). Le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe s'est également employé à élargir la portée de ce dialogue au Bassin méditerranéen.

J'ai le plaisir de vous informer qu'au mois d'avril dernier, la Bosnie-Herzégovine est devenue le quarante-quatrième État membre du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe et la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) ont coopéré et se sont consultés mutuellement s'agissant des réformes politiques, administratives et juridiques de ce pays. L'Organisation des Nations Unies a témoigné un appui considérable à ce pays lors de son accession au Conseil de l'Europe. Le travail actuel mené par le Conseil de l'Europe vise à aider la Bosnie-Herzégovine à honorer les engagements auxquels elle a souscrit lorsqu'elle est devenue membre de notre organisation. Ces nombreux engagements portent notamment sur la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton, le respect plein et entier des normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie, des droits de l'homme et de la primauté du droit ainsi que le renforcement des institutions démocratiques au niveau de l'État.

Au mois de septembre, l'Assemblée parlementaire a recommandé que la République fédérale de Yougoslavie devienne membre du Conseil de l'Europe et ce dès que la charte constitutionnelle aura été adoptée par les Parlements de Serbie et du Monténégro. Cependant, au cours de la Réunion

ministérielle du Conseil de l'Europe qui s'est tenue il y a une quinzaine de jours, les ministres des États membres ont eu à regretter que les circonstances actuelles ne permettaient pas encore d'inviter officiellement la République fédérale de Yougoslavie à rejoindre les rangs du Conseil de l'Europe, puisque celle-ci n'avait pu adopter la charte. Les ministres ont encouragé la République fédérale de Yougoslavie à parvenir à un accord sur cette question et l'ont exhortée à s'acquitter de ses engagements vis-à-vis des principes du Conseil de l'Europe en respectant toutes leurs obligations internationales envers celui-ci, en particulier en coopérant pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). L'évolution de la situation fait l'objet d'un examen systématique de la part du Conseil de l'Europe, et ce sur la base, plus particulièrement, des rapports de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en République fédérale de Yougoslavie.

Le Conseil de l'Europe s'emploie à l'heure actuelle à mettre en oeuvre des programmes de coopération et d'aide à la République fédérale de Yougoslavie et ce afin d'aider ce pays à rejoindre nos rangs. Nous espérons que ce pays pourra rejoindre notre organisation dans les meilleurs délais.

La coopération entre le Conseil de l'Europe et la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) perdure et ce dans divers domaines importants. Le Conseil de l'Europe a témoigné de son appui pour ce qui est de la rédaction d'un cadre constitutionnel, des droits de l'homme, des réformes juridiques, de la démocratie locale et de l'éducation. À la demande de la MINUK et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de l'Europe a, une fois de plus, proposé d'assumer un certain nombre de responsabilités pour ce qui est de l'observation du processus électoral au Kosovo au mois d'octobre dernier. Ces élections ont été considérées comme une réussite et se sont conformées, en grande partie, aux normes internationales.

Le Conseil de l'Europe s'engage très fermement à créer les conditions de la stabilité et du développement démocratique en Europe du Sud-Est. Il contribue de façon active à la mise en oeuvre de l'Accord de Ohrid, qui a jeté les bases solides d'un développement pacifique futur dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Il a également contribué aux travaux du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-

Est dans divers domaines, dont la corruption, la criminalité organisée, le blanchiment de l'argent, les migrations, les réfugiés, les questions de nationalité, la formation des services de police, et en assurant l'efficacité et l'indépendance de l'appareil judiciaire.

Le Conseil de l'Europe accorde une très grande importance à sa coopération avec le Centre pour la prévention internationale du crime des Nations Unies, dans la lutte contre la criminalité organisée, la corruption et la traite des êtres humains. Le Conseil de l'Europe s'est attaqué à ces divers problèmes et aux problèmes connexes en adoptant et en mettant à jour plusieurs conventions, tel que la Convention européenne de lutte contre le blanchiment de l'argent, et les Conventions pénales et civiles contre la corruption.

En novembre 2001, le Conseil de l'Europe a ouvert à la signature la première Convention internationale sur la cybercriminalité. La Convention couvre trois thèmes principaux : l'harmonisation des législations nationales qui définissent les infractions, la définition des procédures d'enquêtes et de poursuites judiciaires afin de relever le défi posé par les réseaux mondiaux et l'établissement d'un système de coopération internationale efficace et rapide. Le Conseil de l'Europe a fait preuve de célérité dans sa riposte aux nouvelles formes que prend la cybercriminalité – à savoir, les attaques racistes ou xénophobes qui sont perpétrées par le biais des réseaux électroniques. Le 7 novembre, le Comité ministériel a donc adopté un Protocole à la Convention sur la cybercriminalité qui concerne ces différents actes, qui sera ouvert à la signature dès le début de l'année prochaine. Toutes ces conventions sont ouvertes aux États non membres.

En outre, je souhaiterais vous informer que le Conseil de l'Europe examine pour le moment la possibilité de préparer une convention relative à la traite des êtres humains, qui viendra en complément du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui complète à son tour la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Le Conseil de l'Europe reste engagé vis-à-vis du rétablissement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit en République tchétchène de la

Fédération de Russie. Il ne saurait y avoir d'autre règlement qu'un règlement politique à ce conflit. Le Conseil de l'Europe appuie fermement tous les efforts menés en ce sens.

Depuis juin 2000, les fonctionnaires du Conseil de l'Europe ont fourni des services d'experts au Bureau du Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie chargé de veiller au respect des droits de l'homme et des libertés dans la République tchétchène. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a également travaillé au sein du Groupe de travail conjoint avec la Douma sur la Tchétchénie, ce qui a facilité et fourni un appui à l'initiative en faveur d'un règlement politique du conflit.

Le Conseil de l'Europe condamne entièrement toutes les activités terroristes, en particulier les activités qui, récemment, ont entraîné la perte de vies humaines au théâtre de Moscou. En même temps, le Conseil de l'Europe engage vivement les autorités russes à respecter les directives sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme pour maintenir un équilibre entre les besoins en matière de sécurité et de liberté ainsi qu'à respecter le principe de la proportionnalité de tout recours à la force et à protéger le droit à la vie.

Nous suivons avec une préoccupation croissante les effets du conflit tchétchène sur la Géorgie. À l'heure actuelle, les relations entre la Russie et la Géorgie sont tendues. L'instabilité croissante en Géorgie, déjà perturbée par les conflits non résolus en Abkhazie et en Ossétie du Sud, menace de bloquer la réforme démocratique. Récemment, une délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est rendue dans la vallée du Pankisi et a formulé des propositions spécifiques de coopération entre la Géorgie et la Russie. C'est pourquoi le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a récemment nommé un Représentant spécial à Tbilissi. Il continuera de développer la coopération déjà excellente entre le Conseil de l'Europe et la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.

Le Conseil de l'Europe cherche à contribuer à l'initiative de règlement des conflits dans nos « domaines d'excellence » traditionnels – élaborer des partenariats avec la société civile et mettre à la disposition des négociateurs l'expérience juridique européenne pertinente par le biais de notre Commission pour la démocratie par le droit, connue

sous le nom de Commission de Venise. Des progrès vers la normalisation de la situation dans le district de Gali non seulement faciliteraient le retour des personnes déplacées, mais élargiraient également les possibilités de travailler avec la société civile. Le Conseil de l'Europe maintient une bonne coopération de travail avec les institutions spécialisées des Nations Unies telles que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le rapatriement volontaire de la population meskhète qui avait été déportée, la restitution des droits de propriété dans le cadre de la question de l'Ossétie du Sud et d'autres questions.

Le Conseil de l'Europe attache une grande importance à la Cour pénale internationale : 42 États membres du Conseil de l'Europe ont désormais signé le Statut de Rome et 33 l'ont ratifié. Le Conseil en a très activement promu la ratification. En avril, le Comité des ministres a émis une déclaration demandant aux États membres et non membres de devenir parties au Statut. Quant à elle, l'Assemblée parlementaire a récemment adopté une résolution dans laquelle elle appelait tous les États membres et tous les États observateurs du Conseil de l'Europe à définir une position commune pour veiller au fonctionnement efficace de la Cour et à s'abstenir de tout acte à même d'en compromettre l'intégrité. L'Assemblée parlementaire les a également encouragés à fournir toute la coopération et toute l'assistance nécessaires en vue d'en assurer le fonctionnement efficace aussi rapidement que possible.

Je voudrais mentionner en particulier un autre aspect des droits de l'homme sur lequel le Conseil de l'Europe, en collaboration avec l'Union européenne, a adopté une position bien définie. Je fais référence aux efforts que nous déployons en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort. En Europe, de nouveaux progrès ont été réalisés en la matière en mai 2002, lorsque le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, au cours de sa réunion à Vilnius, a adopté le Protocole No 13 à la Convention européenne sur les droits de l'homme sur l'abolition de la peine de mort dans toutes les circonstances. Il a été signé par 36 États membres, ce qui est un chiffre record pour l'ouverture à la signature d'un instrument juridique. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est particulièrement attachée à l'abolition de la peine capitale. Sur la base de sa résolution adoptée en juin de l'année dernière, l'Assemblée a demandé que soit mis

en place un moratoire sur les exécutions en tant que première étape sur la voie de l'abolition complète de la peine de mort dans les États observateurs où elle est encore en vigueur. Nous espérons qu'il s'agira là d'une mesure décisive en faveur d'une abolition universelle.

Le Conseil de l'Europe a été particulièrement actif dans la lutte contre le racisme et la xénophobie et, en conséquence, a apporté des contributions notables à la Conférence mondiale contre le racisme l'année dernière à Durban. Pour en assurer le suivi, le Comité des ministres a adopté en juin dernier un nouveau Statut pour la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), qui renforce son rôle d'organe de surveillance des droits de l'homme pour les questions touchant le racisme et la discrimination raciale. ECRI a adopté un programme d'action qui constitue la base de notre apport à la mise en oeuvre des conclusions de la Conférence mondiale contre le racisme.

En mai de cette année, le Conseil de l'Europe a pris une part active à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants. En préparation de sa contribution, le Conseil de l'Europe a coopéré de près avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Par ailleurs, nous avons travaillé avec l'UNICEF pour préparer le second Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui s'est tenu à Yokohama en décembre dernier. À la demande de l'UNICEF, nous avons organisé une réunion préparatoire européenne régionale à Budapest en novembre 2001.

Le Conseil de l'Europe a également pris une part active au Sommet de Johannesburg sur le développement durable. Dans un message politique adressé à la Conférence, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a réaffirmé son attachement aux principes convenus lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro en 1992, et a reconnu le rôle et les responsabilités de l'Europe dans la défense de ces principes, la réalisation d'un développement plus équilibré, le renforcement des programmes relatifs à l'éducation, à la santé, à la culture et au développement social et le renforcement de la bonne gouvernance et des processus démocratiques. Il s'est également dit prêt à coopérer avec l'ONU pour réaliser ces objectifs. Le Conseil de l'Europe s'emploie à faire avancer le programme de développement durable, notamment en encourageant la signature et la ratification des

instruments juridiques internationaux et régionaux pertinents, en particulier le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Depuis la dernière session de l'Assemblée générale, il s'est passé un événement important pour nos deux organisations : la Réunion de travail des représentants des mécanismes régionaux, organisée par le Conseil de l'Europe à Strasbourg en octobre. Cette réunion a été un suivi de la Déclaration de Vilnius sur la coopération régionale et la consolidation de la stabilité démocratique dans la Grande Europe, adoptée par notre Comité des ministres en Lituanie en mai 2002. La réunion de Strasbourg a porté sur les mécanismes régionaux en tant que vecteurs du développement de la stabilité démocratique et des normes européennes, ainsi que sur la coopération dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'état de droit, la lutte contre le terrorisme, la démocratie locale et la coopération transfrontalière.

L'orientation politique de notre coopération avec l'ONU et d'autres organisations régionales en Europe est déterminée en grande partie par la Réunion annuelle tripartite de haut niveau qu'accueillent par roulement l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Conseil de l'Europe. Des représentants de la Commission européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations et du Comité international de la Croix-Rouge participent également à ces réunions. Cela permet d'améliorer la coopération dans des domaines d'intérêt commun, notamment en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix en Europe. Nous attendons avec intérêt de participer et de contribuer à la prochaine Réunion tripartite de haut niveau organisée par le Bureau des Nations Unies à Genève en février 2003.

La coopération entre l'ONU et le Conseil de l'Europe couvre un vaste éventail de domaines; il est impossible de les mentionner tous ici. Les exemples que j'ai donnés suffiront à indiquer que la coopération et la coordination ont beaucoup augmenté au cours des quelques dernières années. Nous nous attendons donc à voir se poursuivre notre coopération avec l'ONU en faveur de la paix et de la stabilité en Europe et ailleurs.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 2111 (XX) de l'Assemblée générale du 11 octobre 1965 et à la décision 56/475 du 15 août

2002, je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union africaine.

M. Ngung (Union africaine) : C'est pour moi un insigne honneur et un réel plaisir de prendre la parole pour la première fois au nom de l'Union africaine devant cette auguste Assemblée. Je voudrais, dès l'abord, vous adresser, Monsieur le Président, mes vives et chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de cette Assemblée. Soyez assuré de la disponibilité de l'Union africaine et de son soutien à la lourde tâche qui est la vôtre de mener à bien les travaux de la présente session.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui, avant moi, ont pris la parole pour encourager et soutenir l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies dans leurs efforts visant à renforcer leur coopération dans le cadre d'un partenariat mutuellement bénéfique. Je voudrais particulièrement mentionner le Représentant du Président de l'Union africaine – le Représentant permanent de l'Afrique du Sud – qui a présenté le projet de résolution sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine.

Le rapport que le Secrétaire général a présenté, sous la cote A/57/351 en date du 26 août 2002 met en exergue les activités et les réalisations accomplies par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au cours de la période à l'examen, et cela essentiellement dans les domaines politique, économique, du maintien de la paix, des affaires humanitaires, des droits de l'homme, de la santé, et de l'environnement. Le rapport souligne en effet l'excellence des relations qui ont caractérisé la coopération entre les deux institutions. Nous nous en félicitons et nous souhaitons que cette coopération se poursuive dans ce sens.

Après près de 40 années d'existence au cours desquelles l'OUA a joué un rôle déterminant et précieux dans la libération du continent, l'affirmation d'une identité commune, la réalisation de l'unité de notre continent et l'émancipation politique des peuples africains, après près de quarante années, dis-je, l'Union africaine a pris la relève le 9 juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud, avec une mission plus lourde encore et de nombreux défis à relever.

Depuis le Sommet de Durban, l'Union africaine est devenue une réalité avec laquelle l'ONU et la communauté internationale doivent compter. Au cours de sa première session, l'Assemblée de l'Union a

adopté d'importantes décisions dont celles relatives à la période intérimaire. S'agissant de la période intérimaire, l'Assemblée de l'Union a donné mandat au Président intérimaire de la Commission de l'Union, M. Amara Essy, de mettre en place la structure de la Commission tout en continuant de s'occuper des problèmes brûlants auxquels se trouve confrontée l'Afrique et parmi lesquelles figurent les situations de conflit sur le continent.

La prévention, la gestion et le règlement des conflits demeure une priorité pour notre organisation. Comme d'aucuns le savent, la persistance des foyers de tension et la recrudescence des conflits en Afrique constituent un handicap sérieux au développement du continent. C'est précisément consciente de ce fait que lors de sa première session, l'Assemblée de l'Union a pris la décision de créer un Conseil de paix et de sécurité. Un protocole relatif à la création de ce Conseil a été adopté à Durban et un appel a été lancé aux États membres de l'Union pour qu'ils ratifient ledit protocole en vue d'assurer son entrée en vigueur rapide.

La mise en place de la structure de la Commission, tout comme celle du Conseil de paix et de sécurité et des autres organes de l'Union, est une tâche lourde et délicate dont dépendront l'avenir et le bon fonctionnement de l'Union. En effet, l'Union africaine ne pourra répondre adéquatement aux attentes des Africains que si elle est bâtie sur des fondations solides. Pour réussir sa mission, l'Union africaine a besoin de l'assistance de ses partenaires et en particulier de celle de l'ONU.

Je voudrais me féliciter de l'assistance que l'ONU apporte déjà dans ce sens à la jeune Union. En effet, au moment où je m'adresse à cette Assemblée, une délégation de l'ONU, conduite par le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques se trouve à Addis-Abeba pour évaluer avec la Commission de l'Union africaine la nature de l'assistance qu'il convient d'apporter à cette dernière dans le cadre de la coopération entre nos deux institutions.

Avec la naissance de l'Union africaine, les dirigeants africains ont pris une décision importante pour éradiquer la pauvreté et faire sortir le continent du sous-développement. Cette fois-ci, les dirigeants africains ne se sont pas présentés devant la communauté internationale les mains vides mais avec un programme d'action bien articulé, communément

appelé Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD, dont l'objectif est de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays développés, met l'accent sur les différents domaines prioritaires, dont la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, les droits de l'homme, la santé, l'agriculture et la dette. Ce programme est fondé sur une vision commune et la ferme conviction des dirigeants africains de placer leurs pays, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables pour mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

Le NEPAD, comme instrument dont l'Afrique s'est doté pour sortir du carcan de son sous-développement, a été bien accueilli par le Sommet du G-8, par l'Union européenne, la communauté internationale et les donateurs. Au cours des grandes conférences internationales telles que celles de Monterrey, de Doha et de Johannesburg, le NEPAD a reçu un soutien international à son application. L'Assemblée générale, qui lui a consacré la journée du 16 septembre 2002, a adopté une résolution demandant au système des Nations Unies et à la communauté internationale, et en particulier aux pays donateurs, d'aider à l'application du Nouveau Partenariat. Notre souci et notre souhait sont que le soutien ainsi exprimé au NEPAD au cours de ces conférences ne soit pas un simple voeu pieux, mais plutôt, que les décisions et recommandations de Monterrey, de Doha et de Johannesburg soient effectivement mises en oeuvre.

L'Union africaine, qui a succédé à l'Organisation de l'unité africaine, a hérité l'actif et le passif de la défunte OUA. L'Union africaine entend honorer ses obligations et poursuivre sa coopération avec les organisations régionales et sous-régionales et continuer de soutenir leurs initiatives pour hâter l'intégration économique du continent et faire de l'Afrique un continent fort.

Cependant, le problème du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses telles que la tuberculose et le paludisme, qui déciment les populations africaines, la question de la dette extérieure qui a mis certains pays africains à genoux, le problème des réfugiés et des personnes déplacées, la lutte contre le terrorisme, qui est devenue aujourd'hui la préoccupation majeure de la communauté internationale sont autant de questions qui figurent à l'ordre du jour de l'Union africaine.

S'agissant particulièrement de la lutte contre le terrorisme, il convient de signaler que l'Afrique n'a pas attendu les événements du 20 septembre 2001 pour organiser au niveau continental la lutte contre le terrorisme international. À la suite des attentats terroristes perpétrés au Kenya et en Tanzanie en 1998, les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'Union africaine réunis à Alger en juillet 1999 ont adopté la Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. Cette Convention, qui vient d'être ratifiée par les pays africains, entrera en vigueur le 6 décembre prochain.

Au cours du Sommet historique de Durban, l'Assemblée de l'Union s'est penchée sur toutes les questions que je viens d'évoquer et des décisions importantes ont été prises pour venir à bout de ces fléaux. Il est bien entendu que tous ces problèmes ne peuvent être résolus que dans le cadre de la concertation et de la coopération internationale. L'Union africaine, pour sa part, reste disposée à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies dans tous les domaines d'intérêt commun.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur les points 22 a) à s) de l'ordre du jour.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arménie.

M. Abelian (Arménie) (*parle en anglais*) : En tant que Président de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire, je voudrais proposer des modifications au projet de résolution A/57/L.11.

Aux paragraphes 1, 4 et 9 du dispositif, il convient de remplacer le terme « se félicite » par l'expression « prend note ».

Au paragraphe 5, il convient d'ajouter les termes « en particulier » après le mot « initiatives ».

Au paragraphes 11 et 12, les termes « le Secrétaire général de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire » doivent être remplacés par « l'Organisation de coopération économique de la mer Noire ».

Une fois ces modifications apportées, les auteurs espèrent que le projet de résolution pourra être adopté sans être mis aux voix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Congo.

M. Makayat-Safouesse (Congo) : Au nom de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, j'ai l'honneur de présenter ici les révisions orales que nous apportons au projet de résolution A/57/L.25 intitulé «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale ».

Les révisions portent sur le préambule et le dispositif du projet de texte. Je voudrais signaler que les révisions, qui portent sur le préambule, figurent dans le document qui a été distribué dans la salle de l'Assemblée générale. Je voudrais signaler également que le texte de révision a été libellé dans sa version anglaise pour le moment.

Nous remercions tous nos partenaires pour leur esprit de coopération à l'occasion des négociations concernant ce projet de résolution.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Liban.

M. Diab (Liban) (*parle en arabe*) : Étant donné que le Liban est président du Groupe des pays arabes pendant ce mois, j'ai l'honneur de présenter au nom du Groupe des pays arabes la révision orale suivante en ce qui concerne la révision A/57/L.32.

Au dernier paragraphe du préambule, il convient d'ajouter le terme « joint » au texte anglais après les mots « for the realization of the ».

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Chili.

M. Valdés (Chili) (*parle en espagnol*) : Le projet de résolution A/57/L.38 a fait l'objet de consultations officieuses informelles entre de nombreuses délégations. Le résultat de ces consultations est reflété dans le texte qui a été distribué et au sujet duquel je vais maintenant proposer un certain nombre d'amendements oraux.

(*parle en anglais*)

Le paragraphe 3 doit se lire comme suit :

« Décide de prendre des dispositions pour assurer la distribution des documents officiels de l'Union interparlementaire à l'Assemblée, étant entendu qu'il n'en résulterait aucune incidence financière pour l'Organisation des Nations Unies et que cela ne constituerait pas un précédent pour

les autres organisations dotées du statut d'observateur »

(*parle en espagnol*)

Je voudrais de nouveau remercier les auteurs et les autres délégations de leur coopération. Je sou mets ce projet de résolution pour adoption par consensus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole aux représentants qui souhaitent intervenir pour expliquer leur vote ou position avant que l'Assemblée générale ne prenne une décision sur le projet de résolution dont elle est saisie.

M. Wøggsborg (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de parler au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie, et les pays associés, Chypre, Malte et la Turquie, ainsi que le pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, la Norvège, souscrivent à cette déclaration.

L'Union européenne souhaite dire qu'elle regrette le fait qu'il ne sera pas possible d'adopter le projet de résolution A/57/L.40 par consensus. L'Union européenne accorde une grande importance à l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et juge capital le travail de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, pour amener le système de contrôle global à vérifier que le Traité est bien respecté.

Nous avons salué l'adoption d'un accord de partenariat entre la Commission préparatoire et l'Organisation des Nations Unies ainsi que la conclusion d'accords de coopération avec les institutions spécialisées et les programmes des Nations Unies. L'Union européenne estime que le Traité marque une étape importante et concrète vers la non-prolifération et le désarmement, conformément à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, traité qui continuera d'être une pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération et le fondement essentiel de poursuite du désarmement nucléaire.

L'Union européenne votera en faveur du projet de résolution, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de

l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », au titre de point 22 g) de l'ordre du jour.

M. Shacham (Israël) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associera au consensus sur le projet de résolution relatif à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes pour la neuvième année consécutive. Ce faisant, nous sommes guidés par le désir de faire la paix avec nos voisins, qui sont tous membres de la Ligue des États arabes. Israël est en faveur d'une coopération entre l'ONU et les diverses organisations régionales, y compris la Ligue des États arabes. En fait, cette coopération se fonde sur les dispositions de la Charte des Nations Unies.

Le projet de résolution A/57/L.32 est le premier concernant une question liée au Moyen-Orient sur lequel l'Assemblée générale devra se prononcer à sa cinquante-septième session. Nous sommes heureux que le projet doive être adopté par consensus. En nous associant au consensus, nous voudrions montrer à toutes les parties notre volonté d'éviter une discorde inutile dans les instances internationales et insister sur la nécessité de faire preuve de retenue dans le libellé des projets de résolution qui sont présentés et dans toutes les déclarations s'y rapportant. Nous ne pouvons rétablir la confiance au Moyen-Orient en entretenant des polémiques dans nos débats à New York.

Le rétablissement de la paix est par nature une entreprise bilatérale entre les parties, et une rhétorique controversée au sein des instances internationales est certainement nuisible. Il est donc regrettable que le débat sur la coopération entre l'ONU et une organisation régionale ait été exploité par l'Observateur de la Ligue des États arabes pour s'attaquer à un État Membre et entretenir une perspective politique partisane.

Ma délégation rejette tout à fait le langage incendiaire utilisé aujourd'hui par l'Observateur de la Ligue des États arabes, qui a, de manière haineuse, calomnié Israël, qu'il a accusé d'avoir refusé la paix et de poursuivre une politique visant à tuer, détruire et éliminer le peuple palestinien – et ce le jour même où un terroriste arabe a fait exploser une bombe d'éclats d'obus à bord d'un bus dans la ville de Jérusalem, tuant aveuglément 11 civils israéliens, plusieurs d'entre eux étant des écoliers, et en blessant grièvement des dizaines d'autres. Blâmer uniquement Israël pour les récents événements et pour les dommages infligés au

processus de paix est une déformation grotesque de la réalité et un mépris flagrant pour l'inclination réelle d'Israël à progresser vers un accord.

Au Sommet de la paix, qui a eu lieu à Camp David en 2000, Israël a fait des propositions courageuses et ambitieuses en vue de réaliser un accord de paix avec les Palestiniens et une réconciliation historique avec le monde arabe. Malheureusement, le Président Arafat et les Palestiniens n'ont répondu d'aucune façon à ces propositions. Ils ont au contraire plongé la région dans une recrudescence de violence et d'effusion de sang.

Israël insiste sur le fait que, tout en défendant la vie de ses citoyens, il continue d'oeuvrer pour la paix et continuera d'agir pour favoriser la réconciliation avec le monde arabe. Malheureusement, la Ligue des États arabes poursuit certains objectifs et certaines politiques qui sont hostiles aux buts et principes de l'ONU et de sa Charte.

L'hostilité constamment affichée et proférée par la Ligue des États arabes, y compris des antécédents d'appui à des mesures économiques et militaires coercitives contre un État Membre de cette Organisation, est tout à fait incompatible avec le droit international et les principes qui sont à l'origine de la création de l'Organisation des Nations Unies. Je rappelle que plus de la moitié des membres de la Ligue des États arabes se considèrent en guerre contre Israël et appellent à sa destruction. Tout en respectant l'importance que revêt la coopération pour promouvoir les objectifs communs de l'Organisation des Nations Unies et des diverses organisations régionales, nous attendons de l'Organisation des Nations Unies qu'elle s'oppose aux politiques de la Ligue des États arabes qui, fondamentalement, sont contraires aux principes de la Charte, notamment à celui qui fait obligation de régler tous les différends par des moyens pacifiques.

Le Président (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur les projets de résolution A/57/L.11, tel qu'oralement révisé; A/57/L.16; A/57/L.18, tel qu'oralement révisé; A/57/L.21; A/57/L.22; A/57/L.24; A/57/L.25, tel qu'oralement révisé; A/57/L.26; A/57/L.28; A/57/L.29; A/57/L.30; A/57/L.31; A/57/L.32, tel qu'oralement révisé; A/57/L.38, tel qu'oralement révisé; A/57/L.39, tel qu'oralement révisé; et A/57/L.40.

Le projet de résolution A/57/L.11 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies

et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire ». Avant de passer au vote sur le projet de résolution, j'aimerais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs: Canada, ex-république yougoslave de Macédoine et Ukraine.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.11, tel qu'oralement révisé par le représentant de l'Arménie?

Le projet de résolution A/57/L.11, tel qu'oralement révisé, est adopté (résolution 57/34).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.16 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ». J'aimerais annoncer que depuis la publication du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Bangladesh, Bhoutan, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Chypre, Cuba, Égypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Géorgie, Inde, Kazakhstan, Mongolie, Nauru, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Portugal, République de Corée, République dominicaine, Roumanie, Soudan et Tonga.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.16?

Le projet de résolution A/57/L.16 est adopté (résolution 57/35).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.18 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique ». Avant que nous nous prononcions sur le projet de résolution, je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Mongolie et Turquie.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.18, tel qu'oralement révisé par le représentant du Nigéria?

Le projet de résolution A/57/L.18, tel qu'oralement révisé, est adopté (résolution 57/36).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.21 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique ». Avant de passer au vote sur le projet de

résolution, je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Brunei Darussalam, Inde, Jamaïque, Suriname et Timor-Leste.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.21?

Le projet de résolution A/57/L.21 est adopté (résolution 57/37).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.22 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, le Suriname s'en est porté coauteur.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.22?

Le projet de résolution A/57/L.22 est adopté (résolution 57/38).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.24 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, le Timor-Leste s'en est porté coauteur.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.24?

Le projet de résolution A/57/L.24 est adopté (résolution 57/39).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.25 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Bénin, Burundi, France, Maroc et Soudan.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.25, tel qu'oralement révisé par le représentant du Congo?

Le projet de résolution A/57/L.25, tel qu'oralement révisé, est adopté (résolution 57/40).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.26 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté

des Caraïbes ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afrique du Sud, Gabon, Ouganda, Timor-Leste et Zimbabwe.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.26?

Le projet de résolution A/57/L.26 est adopté (résolution 57/41).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.28 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Guinée, Iran, Jamahiriya arabe libyenne, Kirghizistan, Koweït, Maroc, Mauritanie, Ouganda, Qatar, Suriname, Timor-Leste, Togo, Tunisie et Yémen.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.28?

Le projet de résolution A/57/L.28 est adopté (résolution 57/42).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.29 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie ». Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, le Chili s'en est porté coauteur.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.29?

Le projet de résolution A/57/L.29 est adopté (résolution 57/43).

Le Président (parle en anglais) : Le projet de résolution A/57/L.30 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté de développement de l'Afrique australe ».

Je voudrais annoncer que, depuis sa présentation, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/57/L.30 : Irlande et Érythrée.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.30?

Le projet de résolution A/57/L.30 est adopté (résolution 57/44).

Le Président (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/57/L.31 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ».

Je voudrais annoncer que, depuis sa présentation, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/57/L.31 : Bosnie-Herzégovine, Malaisie et Suriname.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.31?

Le projet de résolution A/57/L.31 est adopté (résolution 57/45).

Le Président (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/57/L.32 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes ».

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.32, tel qu'oralement révisé par le représentant du Liban?

Le projet de résolution A/57/L.32, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 57/46).

Le Président (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/57/L.38 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union parlementaire ».

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Perfiliev (Directeur, Division des affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social) (*parle en anglais*) : Aux termes du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/57/L.38, tel qu'oralement révisé, l'Assemblée générale déciderait de prendre des dispositions pour assurer la distribution des documents officiels adoptés par l'Union interparlementaire à l'Assemblée générale, étant entendu qu'il n'en résulterait aucune incidence financière pour l'Organisation des Nations Unies, et que cela ne constituerait pas un précédent pour les autres organisations dotées du statut d'observateur. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution A/57/L.38, tel qu'oralement révisé, il est entendu que les documents officiels adoptés par l'Union interparlementaire seraient distribués dans toutes les langues officielles de l'Assemblée et que toutes les dépenses qui en résulteraient, directement ou indirectement, seraient entièrement prises en charge par l'Union interparlementaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais annoncer que, depuis sa présentation, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/57/L.38 : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Bénin, Bolivie, Botswana, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Colombie, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Érythrée, Ghana, Guinée, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Mali, Maurice, Mozambique, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Paraguay, Pays-Bas, République arabe syrienne, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Suède, Suriname, Tadjikistan, Timor-leste, Tunisie, Ukraine, Viet Nam, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.38, tel qu'oralement révisé par le représentant du Chili?

Le projet de résolution A/57/L.38, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 57/47).

Le Président (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/57/L.39 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine ».

Je voudrais annoncer que, depuis sa présentation, les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/57/L.39 : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Liban, Luxembourg, Malaisie, Mauritanie, Mongolie, Niger, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suriname et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/57/L.39, tel qu'oralement révisé par le représentant de l'Afrique du Sud?

Le projet de résolution A/57/L.39, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 57/48).

Le Président (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/57/L.40 est intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ».

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Comores, Congo, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Myanmar, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre:

États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent:

Cambodge, Ghana, Pakistan.

Par 128 voix contre une, avec 3 abstentions, le projet de résolution A/57/L.40 est adopté (résolution 57/49).

[Les délégations du Cambodge et du Ghana ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour]

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote. Je rappelle aux représentants que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Bishnoi (Inde) (*parle en anglais*) : Avant tout, ma délégation voudrait exprimer sa gratitude pour l'adoption de cette résolution, ainsi que de la résolution qui figure dans le document A/57/L.38, telle qu'amendée oralement. Nous tenons également à remercier vivement la délégation du Chili et les autres auteurs de leur initiative. Nous tenons à ce qu'il soit pris acte du fait que nous reconnaissons la façon constructive dont la délégation du Chili s'est occupée avec nous des détails de cette résolution.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'instaurer une coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire (UIP). Les préoccupations de l'ONU et de l'UIP sont sensiblement les mêmes. Nous reconnaissons que l'UIP peut être un allié important de l'ONU pour faire face aux défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Nous considérons que certaines des questions que nous nous sommes posées s'agissant du libellé du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 57/47 auraient été partagées par d'autres démocraties parlementaires.

L'Union interparlementaire adopte des déclarations, des résolutions et des décisions sur diverses questions qui sont également examinées par l'Organisation des Nations Unies. Lors de sa 106e Conférence, qui s'est tenue à Ouagadougou en septembre 2001, l'Union interparlementaire a adopté par consensus une résolution invitant instamment, notamment, à renégocier l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. La session extraordinaire du Conseil de l'UIP, qui s'est tenue en septembre 2002, a adopté, encore une fois par consensus, une résolution qui a notamment pour objet de veiller à ce que les gouvernements consacrent 0,7% de leur produit national brut à l'aide publique au développement. Les organes de l'UIP se sont prononcés fort à propos sur un large éventail de questions, allant de la peine de mort et de la santé en matière de procréation à l'architecture financière internationale et aux armes de guerre.

Il existe dans la plupart des démocraties parlementaires une séparation des pouvoirs entre les

pouvoirs exécutif et législatif. S'il est vrai qu'il est important que ces deux pouvoirs de l'État travaillent de manière harmonieuse l'un avec l'autre, il y a souvent un espace constitutionnel qui permet un certain degré de divergence. Les positions adoptées par les gouvernements dans le cadre de l'ONU peuvent donc, dans certains cas, différer de celles qui figurent dans les résolutions qui ont été entérinées par leurs délégations à l'UIP. C'est l'une des raisons qui explique les questions que nous nous sommes posées s'agissant du paragraphe 3 du dispositif. Cependant, compte tenu de la relation très étroite qui nous lie au Chili et à d'autres de ses auteurs, nous avons décidé de nous joindre au consensus sur la résolution 57/47.

Mme Dixon (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande a été heureuse de voter en faveur de la résolution 57/49, portant sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICEN).

Depuis de nombreuses années, nous faisons campagne à l'ONU pour que soit reconnue l'importance d'un Traité d'interdiction complète et nous nous sommes félicités de l'adoption du Traité en 1996. Pour la Nouvelle-Zélande, la constitution de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a marqué une étape importante vers le maintien de la paix et de la sécurité internationales. À cet égard, nous appuyons la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire. Ma délégation regrette donc vivement que, contrairement aux autres années, nous ayons dû mettre cette résolution aux voix.

M. Stephens (Australie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au sujet de la résolution qui porte sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICEN).

L'Australie a été heureuse de voter en faveur de la résolution 57/49. Cependant, nous sommes déçus qu'il ait été nécessaire de la mettre aux voix. Selon nous, l'Assemblée générale devrait pouvoir adopter ce type de résolution procédurale par consensus. Il conviendrait à l'avenir d'examiner cette résolution, comme d'autres résolutions présentées dans le cadre de

ce point de l'ordre du jour, soient examinées à l'avenir tous les deux ans.

L'Australie appuie fermement le travail important qu'accomplit l'OTICEN pour promouvoir la non-prolifération nucléaire et les efforts de désarmement ainsi que le cadre international pour l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur qui souhaitait expliquer son vote après le vote.

Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse.

Conformément à la résolution 477 (V) du 1er novembre 1950, je donne à présent la parole à l'Observateur de la Ligue des États arabes.

M. Mahmassani (Ligue des États arabes) (*parle en anglais*) : Je pense que le représentant d'Israël n'a trompé personne aujourd'hui. Le meurtre de Palestiniens se poursuit sans relâche jour après jour, comme nous pouvons tous le constater sur nos écrans de télévision. Israël pratique une politique de terre brûlée pour anéantir le peuple palestinien. En fait, d'après un rapport publié récemment par l'organisation Amnesty International, « Les forces de défense israéliennes ont commis des violations du droit international au cours des opérations militaires qu'elles ont menées à Djénine et à Naplouse, y compris des crimes de guerre, dont elles doivent répondre ». Toujours d'après le rapport, « Les soldats ont utilisé des civils comme boucliers humains, les forçant à marcher devant eux et à entrer dans les maisons et dans les pièces soupçonnées d'être piégées ou d'abriter des hommes armés ».

En fait, depuis Djénine, les assassinats se sont poursuivis sans relâche. Les démolitions de logements, les châtiments collectifs et le meurtre de femmes et de jeunes enfants s'ajoutent à la politique qu'Israël poursuit et qui consiste à écraser le peuple palestinien et à l'affamer. Tout le monde peut le voir à la télévision, comme un film. Tout cela s'est poursuivi au même rythme.

Nous voulons poser la question suivante : que fait Israël en territoire arabe? La question est tout entière celle de l'occupation. Israël est le seul pays qui est entré dans le vingt-et-unième siècle en tant que vestige du vingtième siècle, en tant qu'occupant et qu'agresseur. Israël parle de paix, mais fait la guerre.

Voilà ce qui se produit. L'initiative de paix arabe, qui a été adoptée au Sommet arabe de Beyrouth en mars, a offert à Israël une chance de paix. L'initiative de paix arabe a été saluée par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, l'Union européenne et le monde entier, notamment les États-Unis. Toutefois, Israël l'a rejetée, Israël l'a refusée.

Israël ne veut pas la paix avec les Arabes; il veut simplement la paix de la morgue avec les Palestiniens. En fait, si Israël veut vraiment la paix, qu'il s'en aille des territoires arabes, qu'il vienne à la table de négociation, qu'il parle demain avec les Palestiniens s'il veut vraiment la paix. Qu'il déclare vouloir se retirer des territoires arabes jusqu'aux lignes du 4 juin 1967. Cela montrera si Israël a vraiment l'intention de faire la paix ou de continuer sa guerre.

M. Abelian (Arménie) (*parle en anglais*) : Je voudrais exercer mon droit de réponse à la suite de la déclaration faite ce matin par le représentant de l'Azerbaïdjan.

Le représentant de l'Azerbaïdjan, en se référant dans sa déclaration à la question du Haut-Karabakh en tant que conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et en employant des termes comme « l'agression de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan », tente d'induire la communauté internationale en erreur. Le conflit du Haut-Karabakh n'a pas lieu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit concerne l'Azerbaïdjan et le peuple du Nagorny Karabakh, qui a été encouragé par les signes de transformation démocratique dans l'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide à revendiquer son droit à l'autodétermination.

L'argument soulevé par le représentant de l'Azerbaïdjan sur lequel je serais d'accord est que le règlement du conflit devrait être fondé sur les principes énoncés dans l'Acte final d'Helsinki de 1975. Un fait accompli, comme l'a mentionné le représentant de l'Azerbaïdjan, c'est que le peuple du Haut-Karabakh a exercé son droit à l'autodétermination, un des principes fondamentaux de l'Acte final d'Helsinki auquel il a fait référence.

La référence à l'« agression arménienne » contre l'Azerbaïdjan est totalement trompeuse. Le conflit en question est un conflit entre le peuple du Haut-Karabakh et le Gouvernement azerbaïdjanais, qui refuse d'entendre le peuple du Haut-Karabakh qui demande sa propre autodétermination. Les combats dans la région n'ont pas été la conséquence d'une

agression armée, comme l'Azerbaïdjan tente de les présenter, mais du recours forcé à l'autodéfense de la population du Karabakh, puisque son appel pacifique, légal et ordonné à l'autodétermination a été accueilli par une agression militaire de l'Azerbaïdjan, dont l'objectif était en dernier ressort le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh et de l'Azerbaïdjan. Les territoires auxquels a fait référence la délégation de l'Azerbaïdjan sont actuellement sous le contrôle des forces armées du Haut-Karabakh. En conséquence, l'Arménie n'a aucune responsabilité dans ces derniers.

Nous ne fondons pas nos arguments seulement sur des bases juridiques ou historiques. L'Arménie est décidée à parvenir à une solution politique du conflit dans le cadre du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ce qui garantirait le droit du peuple du Haut-Karabakh à vivre en paix et en sécurité dans sa patrie. Le règlement du conflit par des voies pacifiques demeure un principe fondamental de notre politique étrangère. Notre acceptation des diverses propositions faites par la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE en faveur d'un règlement pacifique est fondée justement sur notre attitude constructive.

M. Schacham (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais répondre à la déclaration que vient de faire, dans l'exercice de son droit de réponse, l'observateur de la Ligue des États arabes.

J'épargnerai à l'Assemblée une réfutation point par point des questions soulevées par l'observateur, car nous perdrons notre week-end de Thanksgiving à débattre de cette question au moment opportun, le 29 novembre, et non pas, comme nous le faisons maintenant, au cours de la discussion sur le projet de résolution concernant la coopération avec une organisation régionale.

Je poserai toutefois la question : Pourquoi l'observateur de la Ligue des États arabes n'a-t-il pas saisi cette occasion pour condamner les attaques terroristes d'aujourd'hui, commises par un terroriste arabe? Pourquoi n'a-t-il pas saisi cette occasion pour dénoncer le terrorisme impliquant des attaques-suicide, qui est devenu le fléau de la civilisation moderne? Ce déséquilibre aveugle et manifeste est plus que révélateur de la politique de la Ligue des États arabes dans tout ce qui a un rapport avec le conflit israélo-palestinien.

Je défie maintenant le représentant de la Ligue des États arabes de condamner clairement l'odieuse attaque terroriste qui a eu lieu aujourd'hui, dispersant déjeuners scolaires, sacs à dos et membres d'enfants sans vie et des autres civils tués au cours de cette attaque. Nous avons tous vu ce matin à la télévision les images du bus détruit à Jérusalem. J'en appelle à lui, et je le défie de condamner cette attaque sans apporter aucune justification ou atténuation, sans montrer de sympathie pour le poseur de bombe, ses actes ou ses motivations; sans expliquer que c'est une politique inefficace pour la cause arabe. Je le défie de le condamner simplement parce que c'est mal, point.

M. Aliyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je voudrais exercer mon droit de réponse à la suite de ce que dit le représentant de l'Arménie.

Je comprends les tentatives désespérées du représentant arménien d'effacer les archives de l'ONU sur le conflit qui sévit dans la région du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan et aux alentours. C'est la définition même du « conflit qui sévit dans la région du Haut-Karabakh de la République azerbaïdjanaise et aux alentours » qui confirme l'intégrité territoriale de mon pays et de la région du Haut-Karabakh en tant que partie intégrante de l'Azerbaïdjan. Cette définition reprend les termes exacts des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de celles adoptées par la suite par consensus par l'Assemblée générale. Cela signifie que l'Arménie y a pris part et a accepté les termes de la résolution 49/13. C'est un conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, dont les présidents mènent des négociations sur cette question particulière.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite l'observateur de la Ligue des États arabes à faire une déclaration en réponse.

M. Mahmassani (Ligue des États arabes) (*parle en anglais*) : Je serai bref. Bien sûr, le représentant d'Israël voudrait nous épargner de prolonger ce débat, tout simplement parce qu'il n'a pas d'arguments. Donc il change de sujet. D'accord, j'accepte le défi.

La Ligue arabe a toujours rejeté et n'a jamais approuvé le meurtre de civils, quels qu'ils soient – Palestiniens ou Israéliens. Mais je voudrais maintenant mettre au défi le représentant d'Israël et lui demander : Condamnera-t-il le meurtre quotidien d'enfants palestiniens par les forces israéliennes, et non pas par quelques individus? Condamnera-t-il le meurtre

quotidien de femmes et d'enfants par les forces israéliennes?

Je lui dirai encore une chose. Les forces israéliennes représentent un gouvernement, et cela constitue des meurtres systématiques. C'est une procédure. C'est quelque chose qui se passe tous les jours, alors que ceux qui font exploser des bombes en Israël sont des individus, qui ne représentent pas un gouvernement. Pourtant, nous ne l'acceptons pas, nous ne l'approuvons pas; nous le rejetons. Mais que le représentant d'Israël dise ici et maintenant qu'il condamne le meurtre de civils innocents, enfants et femmes, auquel procèdent quotidiennement les forces israéliennes dans les territoires occupés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle aux représentants que la durée des déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse est limitée à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Abelian (Arménie) (*parle en anglais*) : Je prie l'Assemblée de m'excuser de prendre la parole une seconde fois.

La sécession du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan a été pacifique, légale et juste. L'impasse actuelle est la conséquence de la guerre lancée par l'Azerbaïdjan en réponse à l'exercice pacifique par le peuple du Haut-Karabakh de son droit à l'autodétermination.

L'Azerbaïdjan tente d'imposer sa volonté et sa souveraineté à un peuple qui refuse de se soumettre à une autorité en laquelle il n'a pas confiance. Aucun langage diplomatique ou discours juridique ne peut masquer le fait que les hommes, les femmes et les enfants du Haut-Karabakh ont gagné le droit de vivre en paix sur leurs terres historiques, libres de toute domination extérieure et de toute occupation étrangère.

Il reste que je le répète à nouveau, la position de l'Arménie a toujours été de prôner un règlement politique pacifique du conflit, par la voie de la négociation, dans le cadre du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et en gardant à l'esprit les réalités sur le terrain. Nous invitons le Gouvernement azerbaïdjanais à adopter une approche constructive fondée sur le principe du compromis réciproque.

M. Shacham (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais rappeler à l'observateur de la Ligue des États

arabes et aux membres de l'Assemblée qu'il n'y a absolument aucune équivalence morale entre, d'un côté, un terroriste qui, de façon préméditée, s'attache une bombe autour du corps, monte dans un autobus et choisit de se placer au milieu de civils, enfants, femmes et personnes se rendant à leur travail, pour faire exploser sa bombe, remplie d'éclats métalliques, dans l'espoir de causer autant de morts parmi la population civile, de carnage et de destruction que possible, d'une part, et les mesures légitimes que prend un État pour défendre ses ressortissants d'un danger terroriste clair et manifeste d'autre part. Il est extrêmement regrettable et triste qu'à de telles occasions des civils palestiniens soient parfois blessés, et nous le regrettons profondément. Toutefois, je voudrais rappeler à l'observateur de la Ligue des États arabes et à tous ceux ici présents que ces civils ne sont pas les cibles des mesures antiterroristes prises par Israël, et que nous faisons tout notre possible pour éviter les blessés collatéraux parmi la population civile. Il y a de multiples exemples où les forces israéliennes ont annulé des opérations antiterroristes parce qu'il apparaissait clairement qu'il y avait des civils dans la zone concernée. De temps à autre des erreurs ont été commises, mais elles ont donné lieu à des enquêtes

honnêtes et complètes et nous avons modifié notre tactique pour éviter qu'elles ne se reproduisent à l'avenir. Nous protégeons les civils; les terroristes arabes tuent les civils. Telle est la différence.

M. Aliyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je serai très bref. Je voudrais rappeler au représentant de l'Arménie la décision ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de mars 1992, définissant son pays et le mien comme les principales parties au conflit. Alors qu'en ce qui concerne les communautés arméniennes et azéris du Haut-Karabakh, elles étaient qualifiées de parties intéressées.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen des alinéas a) à c), e) à k), m) et o) à s) du point 22 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les Membres que l'Assemblée se prononcera sur le projet de résolution A/57/L.23 à une date ultérieure.

La séance est levée à 18 h 40.